

ALGÉRIE-FRANCE
Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

P. 24

HISTOIRE DE LA COLONISATION
Le refus de repentance et d'excuses de la France envers l'Algérie est "inquiétant" (G.Manceron)

P. 24

PROJET DE LOI ÉLECTORALE
Charfi : "le projet permettra l'instauration des institutions espérées par les Algériens depuis l'indépendance"

P. 24

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

Karim Younes : "une instance pour réparer l'injustice faite au citoyen"

Le médiateur de la République, Karim Younes a déclaré, dimanche à Alger, que l'instance du médiateur de la République instituée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est chargée de lutter contre la bureaucratie et de réparer l'injustice faite au citoyen, particulièrement dans les zones d'ombre. Lors d'une rencontre avec une délégation composée de notables et du vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'illizi où les principales préoccupations des citoyens de la région ont été exposées, M. Karim Younes a précisé que l'instance du médiateur de la République, instituée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en vertu du décret présidentiel 20-45 du 15 février 2020, avait pour mission de "lutter contre toutes formes de bureaucratie et de réparer l'injustice faite au citoyen à travers toutes les régions, particulièrement dans les zones d'ombre pour assurer une répartition équitable des richesses et améliorer le cadre de vie du citoyen".

P. 3
DKnews/APS



ENIEM DE TIZI-OUZOU

"Mise en oeuvre imminente d'un plan de relance"

P. 6

EXPLORATION MINIÈRE

Un programme 2021-2024 pour 6 milliards DA

P. 3

LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE MONDE

Le dernier bilan estimé à 2.129.368 décès

P. 11

SANTÉ

HYGIÈNE DE VIE
L'activité physique permet de mieux vieillir

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (10^e JOURNÉE)
Match piège pour le leader, le dauphin en appel à Tlemcen

P. 21



PRIX MOHAMED DIB

Ouverture des candidatures

P. 16

TRANSPORT FERROVIAIRE

Annulation de trains prévus vers Béjaïa et Sétif

P. 2

TRANSPORT FERROVIAIRE

Annulation de trains prévus ce dimanche vers Béjaïa et Sétif



La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé dimanche l'annulation des départs par trains en partance vers Béjaïa et Sétif suite à un incident survenu sur la voie au niveau de la gare de Lakhdaria (Bouïra).

"La SNTF informe son aimable clientèle que suite à un incident survenu, ce jour dimanche 24 janvier 2021, sur la voie au niveau de la gare de Lakhdaria (Bouïra), les trains en partance vers Béjaïa (14h30) et Sétif (15h30) aujourd'hui, sont supprimés" a indiqué un communiqué publié sur sa page officielle facebook.

Tout en s'excusant auprès de ses clients des désagréments causés par cet incident, la SNTF a assuré que la circulation sera rétablie demain lundi 25 janvier 2021.

MÉTÉO

Pluies orageuses accompagnées de grêle dans le Centre-est et l'Est du pays (BMS)

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chutes de grêles, affecteront les wilayas du Centre-Est et de l'Est du pays à partir de lundi soir, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Ce bulletin spécial concerne les wilayas de Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bouïra, Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Guelma et Souk Ahras, placées en "vigilance Orange" et affectées de "vents violents sous orages" et ce, du lundi à 21h00 au mardi à 06h00.

La quantité de pluie, estimée entre 20 et 30 mm, peut atteindre ou dépasser localement 40 mm durant la période de validité de ce BMS, dont le niveau de vigilance est Orange.

SÉISME

Secousse tellurique de magnitude 3,3 à Batna (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,3 sur l'échelle de Richter a été enregistrée dimanche à 15h04 dans la wilaya de Batna, a indiqué le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 5km au Nord-ouest de Merouana, a précisé la même source.

TISSEMSILT

Décès du moudjahid Sadjji Mohamed

Le moudjahid Sadjji Mohamed est décédé dimanche à Boukaid (wilaya de Tissemsilt) à l'âge de 82 ans suite à une maladie, a-t-on appris auprès du musée de wilaya du moudjahid.

Né en 1939 dans la commune de Boukaid, Sadjji Mohamed rejoignit les rangs de la glorieuse Armée de libération nationale (ALN) à la zone 3 de la Wilaya VI historique en 1959, a-t-on évoqué.

Le corps du défunt moudjahid sera inhumé cet après-midi au cimetière de Bouatit dans la commune de Boukaid.

ALGER

Perturbation de l'alimentation en électricité à Ouled Fayet (SDA)



L'alimentation en électricité au niveau de la Cité 1018 logements LSP Semrouni dans la commune de Ouled Fayet (Alger) sera perturbée durant la journée du mardi en raison des travaux de d'entretien des postes électriques, a indiqué lundi un communiqué de la Direction de distribution de Bologhine relevant de la Région de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA).

Cette perturbation de l'alimentation en électricité prévue mardi 26 janvier de 09H00 à 16H00 affectera la Cité 1018 logements LSP Semrouni à Ouled Fayet en partie, a-t-on précisé. La Direction de distribution de Bologhine met à la disposition de ses clients, pour toute information complémentaire, le numéro de son centre d'appel 3303, pour signaler les désagréments que pourrait occasionner cette coupure de l'alimentation en électricité, a ajouté le communiqué.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION EN ZONES URBAINES

Un mort et 100 blessés le week-end dernier

Une (1) personne a trouvé la mort et 100 autres ont été blessées dans 76 accidents de la circulation survenus, du 22 au 23 janvier courant, en zones urbaines, ont indiqué, dimanche, les services de la Sûreté nationale (SN).

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, selon la même source.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à "respecter le Code de la route, à faire preuve de prudence et de vigilance lors de la conduite, notamment avec les mauvaises conditions météorologiques que connaît la plupart des wilayas du pays". Elle met à la disposition des citoyens, 24h/24, le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 pour recevoir les signalements.

JUSTICE

Tipasa : report au 14 février de l'examen de l'affaire des charges supplémentaires des logements AADL de Sidi Abdallah

La chambre foncière près le tribunal de première instance de Koléa (Tipasa) a décidé, dimanche, de reporter l'examen de l'affaire des "charges supplémentaires" imposés aux habitants des cités AADL de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah (Alger), au 14 février prochain.

La décision de reporter l'examen de cette affaire, introduite en justice par l'association des habitants de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah contre l'entreprise de gestion immobilière "Gest-Immo", a été motivée par l'absence de celle-ci, à cette première audience.

A noter que cette même association a introduit, au début de l'année en cours, une action en justice contre l'entreprise en charge de la gestion des logements location-vente (AADL), de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah, après avoir constaté l'absence de nombreuses prestations, dont la gardiennage et le nettoyage, ainsi qu'une panne des ascenseurs d'un nombre d'immeubles, est-il signalé.

AIN-TEMOUCHENT

Vers le financement de 750 micro-projets



Les responsables en charge de l'Agence nationale de la gestion du micro-crédit (ANGEM) à Ain Témouchent prévoient le financement de 750 micro-projets durant l'année en cours, a-t-on appris du directeur de l'antenne de wilaya de l'Agence, Lahouari Touati.

Près de 88,5 millions DA ont été consacrés pour assurer le financement et matérialiser quelque 750 projets durant l'année en cours dans le cadre du dispositif de l'ANGEM devant créer au moins 750 emplois, a indiqué la même source.

La priorité sera accordée au financement des micro-projets, lesquels doivent s'adapter avec la spécificité économique de la wilaya d'Ain Témouchent notamment agricoles, à savoir l'artisanat d'art avec l'encouragement de la femme rurale et la femme au foyer pour s'insérer dans le monde de l'investissement à travers la nomenclature des projets de l'Agence nationale de la gestion des micro-crédits, a-t-on fait savoir.

Pour rappel, le nombre de projets financés dans le cadre du même dispositif de la wilaya durant l'année écoulée, est de 376 pour une valeur financière globale de 31,7 millions DA.

Le total de micro-projets qui ont été matérialisés durant l'année écoulée a permis d'offrir 479 postes d'emplois dont 68 pour cent dédiés aux femmes artisanes, femmes rurales mais aussi aux femmes au foyer, a-t-on souligné de même source.

SKIKDA

Une production de 320.000 quintaux d'olives attendue

Une récolte de pas moins de 320.000 quintaux d'olives est attendue dans la wilaya de Skikda au titre de la campagne de cueillette de la saison 2019/2020, lancée fin octobre passé, a indiqué dimanche le chargé de la communication à la direction des services agricoles (DSA), Rabah Messikh.

Cette campagne concerne 12.000 ha de vergers oléicoles productifs sur un total de 16.000 ha, a-t-il déclaré, précisant que les 4.000 autres hectares restent sont de jeunes vergers.

Limitée à 4.700 ha en 2000, l'oléiculture de la wilaya s'est considérablement développée au cours de ces deux dernières décennies à un taux de 241%, selon le même responsable qui a estimé à 25 qx le rendement moyen à l'hectare. La production de l'huile d'olive devra atteindre 50.000 hectolitres contre 43.300 hectolitres durant la précédente saison, a ajouté la même source qui a relevé que la wilaya compte 73 huileries dont 13 modernes créées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi. Skikda a bénéficié dans le cadre des actions du Fonds national de développement de l'investissement agricole d'un programme de plantation de 100.000 oliviers dont 30.000 déjà mis en terre à travers l'ensemble des communes particulièrement des zones d'ombre, a-t-on ajouté.

TÉBESSA

Distribution de 10 bus de transport scolaire

Dix (10) bus dédiés au transport scolaire ont été attribués, à la fin de la semaine passée, au profit de plusieurs communes de la wilaya de Tébéssa, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Ce quota de bus a été octroyé par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales à plusieurs communes entre autres, Bir El-Atter, Négrine, El-Houidjbet, Bir Mokadem, Ain Zarga et Laouinet, a-t-on précisé. "Cette opération vise l'amélioration des conditions de scolarisation des écoliers habitant les zones d'ombre et les régions enclavées", a ajouté la même source, soulignant que le transport scolaire, les repas chauds et la réhabilitation des établissements scolaires représentent "les principales préoccupations des autorités locales". En outre, une "importante" enveloppe financière a été mobilisée du budget de wilaya de l'année 2021 pour l'acquisition de 10 nouveaux bus scolaires qui seront répartis sur d'autres communes, afin d'assurer de bonnes conditions de scolarisation des élèves notamment du cycle primaire, a-t-on conclu.

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

"Une instance pour réparer l'injustice faite au citoyen" (Karim Younes)

Le médiateur de la République, Karim Younes a déclaré, dimanche à Alger, que l'instance du médiateur de la République instituée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est chargée de lutter contre la bureaucratie et de réparer l'injustice faite au citoyen, particulièrement dans les zones d'ombre.

Lors d'une rencontre avec une délégation composée de notables et du vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Illizi où les principales préoccupations des citoyens de la région ont été exposées, M. Karim Younes a précisé que l'instance du médiateur de la République, instituée par le Président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune en vertu du décret présidentiel 20-45 du 15 février 2020, avait pour mission de "lutter contre toutes formes de bureaucratie et de réparer l'injustice faite au citoyen à travers toutes les régions, particulièrement dans les zones d'ombre pour assurer une répartition équitable des richesses et améliorer le cadre de vie du citoyen". L'Etat, a-t-il souligné, déploie des efforts considérables pour prendre en charge toutes les préoccupations des citoyens de manière à améliorer le cadre de vie, considé-

rant que l'instance du médiateur de la République est "l'un des mécanismes d'action sur le terrain qui consacre l'édification de l'Algérie nouvelle, en participant aux efforts à même d'améliorer le service public et de réparer l'injustice faite au citoyen". Le rétablissement de la confiance du citoyen en les institutions de l'Etat et l'amélioration des conditions de vie exigent de "lutter et d'éliminer les phénomènes de la bureaucratie et de la corruption", a souligné le responsable, appelant à établir un front interne fort pour lutter contre tous les fléaux de manière à assurer la stabilité de la société et à conforter le tissu social.

Dans ce cadre, M. Younes a appelé les responsables exécutifs à "interagir avec les différentes préoccupations qu'ils reçoivent de la part des délégués locaux du Médiateur de la République au niveau de toutes les wilayas du pays pour prendre en



charge les préoccupations du simple citoyen et contribuer ainsi à la construction d'une Algérie nouvelle où règne la justice sociale". Le même responsable a souligné que "la Médiation de la République joue un rôle important dans la lutte contre de tels fléaux sociaux qui se sont

intensifiés dans l'Administration et dans certaines institutions de l'Etat", ce qui, a-t-il dit, a conduit à "une incapacité à prendre en charge les préoccupations des citoyens", soulignant l'importance de la coordination avec "d'autres secteurs et parties pour lutter contre de tels

phénomènes".

Le Médiateur de la République a fait savoir que la délégation de la wilaya d'Illizi était reçue par le Médiateur de la République qui a écouté toutes ses préoccupations. Elle a été ensuite reçue par de nombreux ministres de divers secteurs ainsi que par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Les préoccupations de cette délégation ont été prises en charge "en urgence". De son côté, le représentant de la délégation des notables d'Illizi, le P/APW par intérim, Ahmed Khyar a salué le rôle de la Médiation de la République, précisant que la délégation a été reçue par 7 ministres en deux jours, estimant que cela représente "l'un des fruits de l'Algérie nouvelle". Au cours de ces rencontres, les entraves bureaucratiques et les problèmes quotidiens des citoyens d'Illizi ont été passés en revue, a-t-il ajouté.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie élue membre du Conseil de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables

L'Algérie a été élue membre du Conseil de l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), pour un mandat de deux (02) années, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables.

Cette élection au Conseil de l'IRENA a eu lieu lors des travaux de la 11e session virtuelle de l'Assemblée générale de l'Agence tenus du 18 au 21 janvier 2021, a précisé la même source. L'Algérie a été élue pour siéger au Conseil de l'Agence pour la période 2021-2022, en tant que représentant du Groupe Afrique, sous-groupe Afrique du Nord, selon la même source, ajoutant que le Conseil, composé de 21 membres, est chargé de faciliter la coopération entre les membres, superviser le programme de travail et budget de l'Agence, ainsi que son adoption par l'Assemblée générale, qui comprend 163 membres et 21 Etats en cours d'accession.

S'agissant des travaux de la 11e session virtuelle de l'Assemblée générale de l'Agence, qui se sont conclus le 21 janvier en cours, le communiqué a indiqué que l'Algérie y a



pris part avec une délégation composée des représentants des ministères des Affaires étrangères, celui de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, ainsi que celui de l'Énergie. Elle était conduite par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables,

Professeur, Chems Eddine Chitour. Lors de cette Assemblée, M. Chitour, cité par le communiqué, a souligné l'urgence de la reprise durable post covid-19 et le rôle incontestable des énergies renouvelables pour parvenir à une croissance verte qui impose de multiplier les efforts pour faire

avancer l'Agenda mondial 2030 de développement durable et ce par un renforcement de la coopération internationale à travers une mutualisation des ressources de chacun". Il a également mis l'accent sur "la politique volontariste de l'Algérie en faveur d'une transition énergétique graduelle juste et équitable basée sur un nouveau modèle énergétique et le développement des énergies renouvelables couplé à l'efficacité énergétique et les efforts déployés pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de développement durable et lutte contre les changements climatiques".

Le ministre a aussi insisté sur "la nécessité et l'urgence de la mobilisation des investissements et assistance financière dans le domaine des énergies renouvelables notamment vers les pays en développement".

A rappeler que l'IRENA est une organisation intergouvernementale qui soutient les pays dans leur transition vers un avenir énergétique durable et sert de plateforme principale pour la coopération internationale dans le domaine des énergies renouvelables.

EXPLORATION MINIÈRE

Un programme 2021-2024 pour 6 milliards DA

Un programme pluriannuel d'exploration minière a été élaboré pour la période 2021-2024 pour un montant de six (6) milliards DA, a indiqué le ministère des Mines dans son bilan de réalisation du plan d'actions 2020 arrêté au 31 décembre dernier. Ce programme concerne "la recherche des métaux de base (Pb-Zn), du cuivre et métaux associés, du fer, de la baryte, du soufre natif, du charbon, des sels potassiques, de l'or et métaux associés, des éléments du groupe du platine (PGE) et des terres rares", selon le bilan publié sur son site web. Pour l'année 2021, le bilan avance que l'Agence nationale des activités minières (ANAM) a élaboré un programme comprenant vingt-six (26) projets pour un montant accordé de 1,8 milliard DA pour la recherche de l'or, des minéraux industriels, du cuivre, du soufre, du cuivre, des pierres semi-précieuses du manganèse, du fer et du lithium.

L'ANAM a confié la réalisation de ces projets à l'ORGM à travers la convention signée entre les deux parties le 17 décembre 2020. S'agissant de la promotion de gîtes et gisements miniers identifiés, le ministère des Mines souligne qu'il a inscrit des opérations pour la promotion des activités minières pour la mise en valeur de gîtes et gisements miniers identifiés dans le cadre de l'inventaire minéral notamment pour l'or.

Lancement d'une opération d'exploitation artisanale de l'Or à Tamanrasset et Illizi

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour augmenter la production de l'or, le ministère a lancé une opération d'exploitation artisanale de l'or dans les wilayas de Tamanrasset et Illizi (Djanet), et ce à travers la valorisation du potentiel minier en or par des méthodes d'exploitation artisanale à petite échelle.

"Ces activités seront exercées par des micro-entreprises sur la base d'un cahier des charges", selon le ministère. L'or ramassé sera vendu au comptoir de l'or géré par l'ENOR, qui procèdera à son traitement et sa récupération. A ce titre, le bilan du ministre des Mines indique, qu'il a été réalisé, la publication de l'arrêté ministériel (JO n 52 du 02/09/2020) fixant le modèle du cahier des charges relatif aux conditions et aux modalités d'exploitation minière artisanale de l'or, le recensement de 178 sites dans les wilayas de Tamanrasset, Illizi et Tindouf.

En plus, une délégation ministérielle conduite par le ministre des Mines, le ministre de l'Environnement, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, le ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la micro-entreprise et le Conseiller du Président

de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger ont effectué un déplacement au mois d'octobre 2020 pour donner le feu vert à cette opération.

En marge de cette visite, des journées "portes ouvertes" ont été organisées à Tamanrasset et Djanet pour permettre à la population de connaître les modalités et les conditions d'accès à cette activité, souligne le ministère.

D'autre part, il est annoncé que des opérations similaires seront lancées or l'exploitation artisanale de la baryte où vingt-quatre (24) sites de baryte ont été identifiés et délimités sur neuf (09) wilayas. Pour ce qui d'adjudications, une opération d'adjudication a été lancée au mois de mars 2020 et relancée au mois d'août 2020, par l'ANAM pour l'octroi de 21 permis d'exploration pour les calcaires, les granites, les sables, le gypse, les tufs et les argiles à travers le territoire national (Adrar, Biskra, Tébessa, M'Sila, Ouargla, Illizi, Boumerdes, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Mila).

L'ouverture des plis des offres techniques s'est effectuée le 02 novembre 2020, et l'ouverture des offres financières prévue au 24 novembre 2020 a été reportée à une date ultérieure à cause de la pandémie sanitaire liée au COVID 19", a fait savoir le ministère des Mines dans son bilan.

INTERNET FIXE

M. Boumzar instruit ses services à accélérer la modernisation des infrastructures

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a instruit dimanche les responsables locaux du secteur au niveau de 48 wilayas du pays à accélérer la cadence des projets en cours de modernisation du réseau internet fixe.

"Il est important d'accélérer cette cadence afin de répondre au mieux aux demandes légitimes des citoyens d'améliorer la connexion internet afin de la rendre plus stable et avoir des débits plus importants", a indiqué M. Boumzar qui présidait une réunion d'évaluation et d'orientation des directeurs des postes et télécommunications et les responsables opérationnels d'Algérie Télécom des 48 wilayas tenue en visioconférence.

Cette réunion a été consacrée à l'"élaboration d'une méthodologie d'évaluation périodique de la mise en œuvre du plan d'action sectoriel pour l'année 2021 dans le domaine du téléphone et de l'internet fixe, aux niveaux local et central", a-t-il ajouté.

Elle a aussi pour objectif d'évaluer ce qui a été accompli au cours de l'année 2020, dans le domaine de l'internet fixe, à la suite de la réunion qui s'était tenue par écartement pour évaluer ce qui a été réalisé dans le domaine du mobile.

Par ailleurs, le ministre a mis



l'accent sur la nécessité de suivre la mise en œuvre de la convention-cadre entre le secteur de la Poste et des télécommunications et celui de la micro-entreprise et des start-up en vue d'encourager les idées et les projets des jeunes dans les deux secteurs, notamment les projets de modernisation du réseau des télécommunications à travers les wilayas. Signé en septembre 2020, cet accord

a pour objectif de créer un cadre de coopération afin d'inciter les entités et les institutions relevant des deux secteurs à offrir l'aide, l'accompagnement et l'assistance nécessaires aux projets des jeunes. Pour le ministre, la micro-entreprise va permettre au secteur d'accélérer le rythme de modernisation des infrastructures".

INDUSTRIE

Ait Ali reçoit l'Association des fabricants de produits électroniques et d'appareils électroménagers

Le ministre de l'Industrie, Farhat Ait Ali Braham a reçu, dimanche au siège de son département ministériel, les représentants de l'Association des fabricants de produits électroniques et d'appareils électroménagers, a indiqué un communiqué du ministère.



"Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des consultations entamées début décembre dernier, sur les moyens de développer les industries électroniques et électroménagères ainsi que sur les lois et les réglementations encadrant cette activité, notamment le décret exécutif fixant les conditions et modalités d'admission au bénéfice des régimes préférentiels des opérateurs exerçant les activités de production des produits et équipements électroniques et électroménagers, entré en vigueur dernièrement", a précisé le communiqué. A ce titre, M. Ait Ali Braham a exprimé la volonté de son département ministériel de soutenir et d'accompagner cette filière qui est à même d'apporter une valeur

ajoutée à l'économie nationale, et de réfléchir à l'élaboration d'un nouveau cadre juridique offrant plusieurs avantages, susceptibles de développer une véritable industrie électronique et électroménagère, compétitive et créatrice de la richesse.

De leur côté, les représentants de l'Association des fabricants de produits électroniques et d'appareils électroménagers ont marqué leur engagement dans la nouvelle démarche des pouvoirs publics, et leur respect des mesures que prévoit le nouveau texte réglementaire. Cette rencontre a également été l'occasion pour les représentants de l'association de faire part de leurs préoccupations et des propositions qu'ils jugent appropriées en vue de la levée des obstacles qui entravent le développement de ce créneau.

PÊCHE

"Nécessaire régulation des marchés pour garantir les intérêts des producteurs et des consommateurs" (ministre)

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a mis en avant dimanche à Alger la nécessité de réguler et de contrôler les marchés nationaux de la pêche pour garantir les intérêts de tous les intervenants de la production à la consommation.

Lors des travaux du premier Conseil national de la Chambre algérienne de pêche et d'aquaculture (CAPA), M. Ferroukhi a évoqué la problématique de la régulation des marchés de la pêche et de la commercialisation des productions halieutiques en Algérie, assurant que le ministère comptait traiter ce dossier en coordination avec d'autres secteurs et les différentes parties prenantes (professionnels, administrations et associations professionnelles). Le ministre a insisté, dans ce cadre, sur "la nécessité de réguler la commercialisation des productions halieutiques à travers l'établissement d'un diagnostic minutieux du marché qui permettrait de proposer des solutions d'urgence pour remédier aux dysfonctionnements constatés".

Selon lui, "un climat économique favorable, que ce soit pour la pêche ou les productions aquacoles" est de nature à assurer la "sécurité économique" de la filière avec l'ensemble de ses intervenants (producteurs, investisseurs et consommateurs).

Il s'agit d'introduire des normes sur le marché pour combler toutes les lacunes qui entravent l'essor escompté, a-t-il expliqué. "Notre mission est d'accompagner le processus de développement et de renforcement de la production, sans perdre de vue les lacunes actuelle et leur impact sur le producteur et le consommateur", a-t-il ajouté. Quant à la demande relative à la pêche à l'espadon formulée par les professionnels, il a fait état d'un accompagnement de ces derniers, en coordination avec les organismes nationaux et internationaux. Le ministre s'est en outre engagé à accorder des licences aux professionnels de la pêche artisanale pour la capture

du thon rouge mort au profit du marché national.

En marge des travaux du Conseil national de la CAPA, il a été procédé au lancement de la première promotion de formation des marins sans instruction, à partir de la semaine prochaine. Cette formation intervient en réponse aux demandes de plusieurs professionnels et jeunes chômeurs parmi les enfants des marins désireux acquérir du savoir-faire dans le domaine des activités de pêche. A ce titre, M. Ferroukhi a indiqué que la formation qui sera lancée, début février prochain, sera sanctionnée par un diplôme de marin qualifié qui permettra à son titulaire de travailler à bord d'un bateau de pêche de 24 mètres de long.

Le diplôme lui permettra également d'exercer son activité légalement, ce qui lui ouvrira droit ainsi qu'à sa famille, aux prestations de la sécurité sociale et de la pension de retraite. Le ministre s'est félicité, en outre, la circulaire signée par le ministre avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), et de la possibilité pour les gens de mer de bénéficier des allocations familiales.

Le ministre a également appelé les présidents et directeurs des CAPA à prendre les mesures indispensables à l'élaboration des listes des pêcheurs activant dans le domaine, en vue de leur permettre d'obtenir les brevets et certificats d'aptitude pour la conduite des navires de pêche et de leur machines. Par ailleurs, le ministre a évoqué les conditions de sécurité de la navigation maritime et la réduction des accidents et des risques. Abordant le dossier des appareils sensibles, à savoir ceux des télécommunications, le ministre a fait état de la mise sur pied d'un groupe de travail de concert avec le ministère de la Poste et des Télécommunications, à l'effet de mettre en place des facilitations au profit des professionnels qui se verront octroyés des autorisations d'acquisition de ces appareils.

PRÉPARATIFS DU RAMADHAN

M. Rezig rencontre les producteurs de boisson



Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a reçu, dimanche à Alger, le président de l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab) et d'autres opérateurs de cette filière, avec lesquels il a examiné les modalités de régulation des prix de ces produits sur le marché national, et ce dans le cadre des préparatifs pour le mois de Ramadhan, indique un communiqué du ministère. "Dans le cadre des préparatifs pour le mois sacré, le ministre du Commerce, Kamel Rezig s'est réuni dimanche au siège du ministère avec le président de l'Association des producteurs

algériens de boissons (Apab), Ali Hamani et des opérateurs activant dans cette filière", a précisé le communiqué, ajoutant que "la rencontre a permis d'examiner les modalités de régulation du marché national de ces produits en termes de qualité, de disponibilité et de prix". A cette occasion, le ministre a fait part de la disponibilité de son département à œuvrer de concert avec les partenaires et professionnels en vue d'aplanir toutes les difficultés susceptibles d'être à l'origine d'éventuel dysfonctionnement en approvisionnement du marché local de cette filière.

ZONES OMBRE

Naftal poursuit les opérations d'approvisionnement en gaz dans les zones d'ombre (Ministère)

Le ministère de l'Énergie a fait savoir dimanche que l'Entreprise nationale de production et de commercialisation des produits pétroliers NAFTAL poursuivait l'approvisionnement des zones d'ombre en gaz à travers l'utilisation de nouvelles solutions en mesure d'accélérer le rythme de couverture énergétique de ces régions.

"Dans le cadre de l'application rapide du programme spécial de prise en charge des zones d'ombre, l'entreprise Naftal poursuit l'opération d'approvisionnement en gaz propane, en alimentant les ménages dans la commune

de Mekhatria à Ain Defla de deux citernes de gaz propane de 175,0 litres", a précisé la tutelle dans une publication sur son site Facebook. Cette solution innovante de Naftal s'inscrit dans la perspective d'"une prise en charge rapide, idoine et durable de ces régions en besoin de gaz", précise la même source. Dans la même optique, Naftal procède à l'installation de citernes de gaz propane destinées, essentiellement et à titre gracieux, aux zones d'ombres. L'opération d'approvisionnement en gaz propane a concerné, rappelle-t-on, Oran, Tlemcen, Tébessa, Tiaret,

Chlef, Saida, Mascara et Djelfa. Jeudi dernier, le ministre de l'Énergie avait reçu, au siège du ministère, et en coordination avec le médiateur de la République, des représentants de la société civile et de coopératives agricoles ainsi que des notables de plusieurs régions du pays, et écouté les préoccupations des citoyens portant notamment sur les opérations de raccordement à l'énergie dans le cadre du programme de prise en charge des zones d'ombre.

MILA

Travaux de réhabilitation de la station de traitement d'eau potable d'Ain Tine

Des travaux de réhabilitation de la station de traitement d'eau potable d'Ain Tine (Sud de Mila), lancés dimanche, vont réduire la production quotidienne d'eau, affectant la distribution dans 10 communes du nord de la wilaya, rapporte dimanche un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

La production de la station baissera de 20.000 m³, ce qui affectera le programme de distribution d'eau dans les communes de Mila, Grarem Gouga, Sidi Merouane, Zaghaïa, Oued Nedja, Rouached, Ahmed Rachedi, Ferdjioua, Tiberquent et Yahia Beni Gueha, indique le communiqué.

Les travaux dureront trois mois et concerneront les filtres de carbone actif et les filtres biologiques, ajoute le texte. Les services de l'ADE ont rassuré les po-



populations des communes concernées qu'une série de mesures visant à assurer la continuité du service public

d'eau durant la période des travaux a été prise incluant la fixation de quotas de distribution aux habitants de ces collectivités locales en fonction de la capacité de production, révèle le communiqué. Il ajoute également qu'une commission de contrôle quotidien a été installée pour la mise en œuvre du programme de distribution et qu'un numéro vert (1593) est mis à leur disposition pour toute information ou réclamation.

EL TARF

Poursuite des travaux de traitement du glissement de terrain sur la RN 82 à Ain Kerma

Les travaux de traitement du glissement de terrain sur la route nationale 82 (RN 82), située dans la commune frontalière de Ain Kerma (El Tarf), se poursuivent à un taux de réalisation de près de 98%, a-t-on appris dimanche auprès des services de la Direction locale des travaux publics (DTP). Lancés en chantier en février 2020, ces travaux portent, ont ajouté les services de la DTP, sur la réalisation d'un drain, opération inscrite dans le cadre de la première tranche d'une opération d'entretien et de remise à niveau des routes nationales. Les travaux d'assainissement et de drainage portent, a-t-on expliqué, sur la réalisation d'un

fossé bétonné, d'un ouvrage busé ainsi que le confortement du talus avec, notamment, enrochement et géotextile de filtration. Les travaux ayant nécessité un investissement de près de 39 millions de dinars ont enregistré des retards dans leur livraison, a indiqué la même source, relevant que le délai prévisionnel était initialement de huit (08) mois. Les travaux de soutènement sur micro-pieux prévus, également, au niveau de cette route nationale portent, a-t-on signalé, sur la construction d'un mur ainsi que le traitement de la section route.

Ce projet dont le délai de réalisation est de 10 mois, a nécessité un coût glo-

bal de 200 millions de dinars. Lors de sa récente visite de travail, le ministre des Travaux publics dans cette wilaya avait souligné "l'urgence" des travaux en cours au niveau de cette route nationale, qui est source de désagréments aux habitants en raison de sa dangerosité.

Pas moins de 13 glissements de terrain sont enregistrés au niveau de la route nationale 82 située entre les communes de Zitouna et Bouhadjar, a-t-on rappelé à la DTP, signalant les efforts déployés par l'Etat dans le cadre de l'entretien et la modernisation des routes et la prise en charge des préoccupations des citoyens.

GUELMA

3 grandes opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable de la population

Trois grandes opérations de renforcement de l'approvisionnement en eau potable des habitants de la wilaya de Guelma mobilisant 1,7 milliards DA seront engagées en 2021, a-t-on indiqué dimanche à la direction locale des ressources en eau.

Une de ces opérations sectorielles appelées à bénéficier aux 34 communes de la wilaya portera sur la rénovation d'une partie de 2,6 km de la canalisation de pompage à partir de la station de traitement des eaux du barrage Bouhamdane (dans la commune de Hammam Debagh) jusqu'au château d'eau de la commune de Medjaz S'fa, a souligné la même source.

La canalisation à mettre en place sera en acier avec un diamètre de 1000 mm et mobilisera une enveloppe financière de 400 millions DA, a-t-on fait savoir. La seconde opération divisée en 16 lots portera sur la construction de réseaux de distribution d'eau potable, de châteaux d'eau et de stations de pompage au profit de villages et agglomérations secondaires de 15 communes de la wilaya, a-t-ajouté.

La dernière grande opération comprenant 26 lots concernera la requalification des stations de pompage d'eau dans 20 communes de la wilaya, a relevé la direction des ressources en eau.

BLIDA

Réalisation de plus de 2.200 accès au réseau de fibre optique en 2020

Quelque 2.261 accès au réseau de fibre optique FTTH (Fiber to the Home, ou Fibre optique jusqu'au domicile) ont été réalisés, par la direction opérationnelle d'Algérie Telecom (AT) de Blida, durant l'année 2020, a-t-on appris, dimanche, de la chargée de communication de cette structure, Hanane Babouche Abada. "En dépit des circonstances exceptionnelles engendrées par l'épidémie de la Covid-19, depuis mars 2020, la direction opérationnelle locale d'AT a pu réaliser de nombreux projets de raccordement à la fibre optique, dans le cadre du programme annuel de développement du secteur, visant la modernisation du réseau et l'amélioration de la qualité des services offerts", a-t-elle indiqué, à l'APS. Elle a fait part de la réalisation durant la période indiquée (2020), de 2.261 accès à la technologie FTTH, dont 1.037 dans la nouvelle ville de Bouinane, et 1.224 à la résidence Chréa, du centre-ville et la cité des 80 logements promotionnels de la commune d'Ouled Aïch, pour un débit internet de 100 Mb/s, ce qui a permis de raccorder un nombre important de citoyens. Mme. Babouche Abada a souligné que la direction opérationnelle d'AT de Blida, concentre ses efforts sur la généralisation de cette technologie, considérée comme la meilleure en vigueur, "car Blida a été sélectionnée comme wilaya pilote pour le lancement de la FTTH, une technologie qui permet la transmission d'un service internet de très haut débit jusqu'au domicile du client, notamment dans les zones reculées et les lotissements nouvellement achevés ou en cours de réalisation", a-t-elle expliqué.

TLEMCCEN

Trois terrains de football de proximité en cours de réalisation dans la commune de Mansourah

Trois terrains de football de proximité sont en cours de réalisation dans la commune de Mansourah relevant du groupement urbain de Tlemcen, a indiqué le président d'Assemblée populaire communale (P/APC), Achour Farid.

La commune de Mansourah oeuvre à combler progressivement le manque d'infrastructures sportives, surtout après la grande extension urbanistique enregistrée ces dernières années, a expliqué M. Achour. Trois stades de proximité sont en cours de réali-

sation dans les quartiers de Mansourah et d'Imama, ainsi qu'à la cité des 400 logements à Bouhanak pour satisfaire les besoins des jeunes de cette collectivité locale d'une population dépassant 70.000 habitants, a-t-il précisé. Le responsable a souligné que ces projets pour lesquels une enveloppe de près de 40 millions DA a été allouée, seront bientôt achevés, ce qui permettra à cette commune d'avoir suffisamment de structures dédiées à l'animation et la pratique sportive.

Ces infrastructures viendront

s'ajouter à dix autres stades de proximité actuellement opérationnels, pour lesquels un montant de plus de 70 millions

DA a été dégagé. Ces stades ont été réalisés dans divers quartiers et cités à l'instar du village "Attar" situé sur les hauteurs de la commune et aux cités "Nassim" et "1060 logements", a-t-il fait savoir. La nouvelle zone d'habitation urbaine de Bouhanak, qui relève de la même commune, a bénéficié d'un nouveau stade de 1.500 places réalisé aux normes internationales. Ce complexe sportif, dont

les travaux ont commencé en 2014, comprend une salle sportive spécialisée, des terrains de réplique et un terrain en gazon synthétique outre un boudourome, a-t-on rappelé. Avec les maisons de jeunes, la salle sportive "Kara Zaitri" et d'autres structures de jeunesse en cours de rénovation et de réfection tels que le Centre des loisirs scientifiques, la commune de Mansourah pourra répondre aux besoins d'une population jeune, puisqu'elle compte deux grands campus universitaires et plusieurs cités universitaires.

JIJEL

Plus de 90% des quartiers de la ville alimentés H24

Plus de quatre-vingt dix pour cent (90%) des quartiers de la ville de Jijel sont alimentés en eau potable 24h sur 24h, a-t-on appris dimanche auprès des services de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Les services de l'ADE s'attèlent depuis des mois à améliorer le service public de l'eau, leur permettant d'atteindre durant le mois de janvier courant un taux de distribution en H24 pour plus de 90% des quartiers de la ville de Jijel, selon la même source.

Plusieurs opérations et interventions avaient été concrétisées sur le terrain par les services techniques de l'ADE pour garantir une meilleure alimentation en cette substance vitale à la population, a-t-on précisé. En début de cette semaine, les quartiers Herathène, Chemaim et Lagabi totalisant 20.000 âmes ont bénéficié d'un système d'ali-

mentation en eau potable en H24 à l'issue des ajustements techniques réalisés sur les conduites principales de distribution, a-t-on fait savoir. Les interventions menées en octobre 2020 par les agents de l'ADE sur les conduites de distribution de l'eau potable a permis une AEP en H24 pour environ 80.000 âmes des quartiers El Forsane, Ben Achour, El Mekasèb, 40ha et l'université, a-t-on indiqué. Des opérations similaires seront effectuées "prochainement" au quartier Errabta pour une meilleure prise en charge des besoins en eau potable, a-t-on ajouté.

L'ADE de Jijel avait lancé, il y a des mois, de vastes opérations d'intervention pour réparer les différentes pannes signalées sur son réseau (sur environ 50 points) en vue de réduire les fuites d'eau et préserver cette ressource vitale, a-t-on rappelé.

ORAN

Recensement de 2.100 pêcheurs activant aux alentours des îles Habibas

Pas moins de 2.100 pêcheurs exercent leurs activités dans un périmètre proche des îles Habibas (Oran), indique une étude réalisée récemment avec le concours de la Direction locale de l'environnement. Cette étude fait état de 2.100 professionnels qui pratiquent la pêche régulièrement aux alentours des îles Habibas, considérées comme zone protégée et donc interdite aux activités de pêche, a précisé la directrice de l'environnement Samira Dahou. La question de la protection de cette zone, a-t-elle souligné, se pose ainsi de manière accrue, surtout que le plan de gestion des îles demeure inexistant, de même que le balisage qui définit les limites de la zone permise et de la zone interdite à la pêche. Malgré le classement des îles Habibas comme Aire Spécialement Protégée d'Importance Méditerranéenne (ASPIM) depuis 2005, et national comme zone protégée en 2003, les textes de loi définissant les modalités de protection n'ont pas encore été établis, a-t-elle déploré. La Direction de l'environnement a récemment participé à une visioconférence avec le ministère de l'Environnement où tous ces problèmes ont été posés, a fait savoir la même responsable, estimant que le classement des îles par arrêté de wilaya et la promulgation de texte d'application de la loi relative au classement des aires marines protégées promulguée en 2011, devra permettre d'élaborer un plan de gestion et résoudre ces problèmes. Le zonning des îles permettra de poser un balisage, limites claires que les pêcheurs seront obligés de respecter, a-t-elle déclaré.

LAGHOUAT Ouverture prochaine d'un institut national spécialisé de la formation dans les filières liées aux hydrocarbures (ministre)

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels Hoyam Benfriha a annoncé dimanche à Laghouat l'ouverture prochaine dans cette wilaya d'un institut national spécialisé de la formation dans les filières liées aux hydrocarbures.

"Une décision ministérielle a été prise pour la reconversion du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage -CFPA- "Larbi Guellouma" dans la nouvelle ville de Bellil (commune de Hassi-R'mel) en institut national spécialisé de la formation professionnelle dans les filières liées aux activités pétrolières et gazières", a affirmé la ministre lors de sa visite de travail de deux jours (24-25 janvier) dans la wilaya.

La démarche intervient en réponse aux sollicitations de la population de la région où opèrent de grandes entreprises énergétiques, a-t-elle ajouté.

Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, a valorisé l'importance de cette démarche visant à "assurer aux jeunes de la région une formation dans les spécialités de pétrochimie", estimant qu'elle "contribuera à augmenter les opportunités d'emplois, en faveur des jeunes de la région, offertes par les entreprises énergétiques activant dans la zone industrielle de Hassi-R'mel".

Mme Benfriha a fait savoir, par ailleurs, que les services du secteur s'attèlent à réunir les conditions adéquates pour le lancement du projet de Baccalauréat professionnel.

Le projet, soumis au Gouvernement au début de l'année 2020, a été retardé en raison des conditions sanitaires exceptionnelles liées à la pandémie Covid-19, n'ayant pas pu exécuter le programme de formation pédagogique des enseignants concernés par l'encadrement des stagiaires du baccalauréat professionnels, a-t-elle expliqué. Elle n'a, toutefois, pas exclu son lancement en septembre prochain, en cas de stabilisation de la situation sanitaire dans les pays.

Visitant le CFPA "Ahmed Mahboubi" pour handicapés au chef lieu de wilaya, la ministre a affirmé que les opportunités d'emploi offertes à cette catégorie sociale restent "insuffisantes", tout en souhaitant une augmentation par les pouvoirs publics de cette quote-part, car la catégorie ciblée dispose aujourd'hui, a-t-elle souligné, de formations spécialisées et de qualifications les habitant à se lancer dans différents domaines professionnels.

À l'Institut de l'enseignement professionnel "Krim Belkacem" à Laghouat, la ministre a soutenu que la société a besoin actuellement de porteurs de métiers et de techniciens et techniciens supérieurs, au vu de leur importance, exhortant, à ce titre, les jeunes stagiaires à plus de recherches dans leurs domaines afin d'actualiser leurs connaissances et d'améliorer leurs niveaux de sorte à se mettre au diapason de l'évolution des métiers de par le monde.

Aussi, a-t-elle ajouté, l'introduction du module de l'entrepreneuriat dans les différents programmes pédagogiques, des diverses filières, vise à encourager les jeunes à monter leurs propres entreprises au terme de leur formation, dans un but de renforcer le tissu d'entreprises et générer des emplois. La première journée de la visite de travail de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans la wilaya a été aussi marquée par la signature de deux conventions de partenariat entre le secteur d'une part et la Direction de l'Emploi de la wilaya pour une mise en adéquation de la formation avec les besoins du marché, et avec la société de montage industrielle (Etterkib) de la Sonelgaz pour répondre à la demande d'entreprises énergétiques.

Mme Hoyam Benfriha clôturera la première journée de sa visite par l'animation d'une émission radiophonique sur la situation et les perspectives du secteur.

SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES L'ARH appelée à la stricte application des lois en vigueur (Attar)

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a appelé dimanche les cadres et les fonctionnaires de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) à la nécessité "d'appliquer strictement" les lois relatives au contrôle de la sécurité des installations pétrolières et de respecter les conditions et les normes requises dans les activités liées au secteur des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère.

Ces instructions sont intervenues lors d'une visite d'inspection effectuée par M. Attar au siège de l'ARH, où il s'est enquis des différentes directions et des services, engageant des discussions approfondies avec les cadres et les fonctionnaires de l'Autorité sur leurs tâches et la grande responsabilité qui leur incombe, a précisé le communiqué rendu public par le ministère sur sa page Facebook.

Le ministre a également écouté les explications du président de l'ARH, Rachid Nadil, lesquelles se sont articulées autour du contrôle de



L'ensemble du secteur de l'Energie et de la conformité de toutes les phases de projets et des activités pétro-

lières aux lois et aux protocoles en vigueur, en l'occurrence la sécurité des installations, le transport du carburant par canalisations et d'autres tâches assignées à cette autorité.

A ce titre, M. Attar a encouragé les cadres de l'instance à aller de l'avant vers l'application stricte des lois qui régissent et réglementent les opérations de contrôle de la sécurité des installations pétrolières et le respect des conditions et des normes requises dans les activités liées au secteur des hydrocarbures, a conclu la même source.

ENIEM DE TIZI-OUZOU "Mise en oeuvre imminente d'un plan de relance"

La situation de crise à l'Entreprise nationale des industries électromécaniques (ENIEM) de Tizi-Ouzou, connaîtra un dénouement "dans les prochains jours", a assuré dimanche le wali, Mahmoud Djamaa, à une délégation des travailleurs de l'entreprise, a-t-on appris du directeur local de l'industrie et des mines, Hamitouche Moula.

Le wali a informé les représentants des travailleurs, qui ont organisé une marche pour réitérer leurs revendications, de "la mise en oeuvre dans les prochains jours, le temps d'accomplir les formalités réglementaires nécessaires et d'arrêter les mécanismes adéquats, d'un plan de relance de l'entreprise qui a été soumis au Gouvernement" à indiqué à l'APS, M. Hamitouche.

Les travailleurs, en arrêt de travail depuis 55 jours, ont marché du siège de l'entreprise à la zone industrielle de Oued-Aissi, à la sortie sud-est de Tizi-Ouzou, en destination du siège de la wilaya, en réitérant leurs principales revendications que sont "le départ de l'actuelle direction" et "l'élaboration d'un plan de relance pour l'entreprise".

Le 30 novembre dernier, une note

de la direction de l'entreprise annonçait "un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois" (du 01 au 31 décembre), pour cause de "persistance du blocage de la banque pour l'octroi des crédits nécessaires pour le financement des approvisionnements, la rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production". Les travailleurs avaient rejeté cette décision et organisé plusieurs actions de protestation pour exiger la reprise du travail, tout en demandant le départ de l'actuelle direction, "responsable", selon eux, de cette situation, ainsi que la mise en place d'un plan de relance pour l'entreprise.

Ils ont été reçus à plusieurs reprises par les autorités locales qui s'étaient engagées à "transmettre leurs préoccupations aux autorités du pays" et une délégation ministérielle a été dépêchée sur les lieux, dès la 1ère semaine, pour s'enquérir de la situation.

Dimanche dernier, c'était au tour du président du groupe Elec-El Djazair de se déplacer au niveau du complexe pour rencontrer les travailleurs qu'il avait invité à reprendre le travail en s'engageant à prendre en charge leurs

revendications. Un plan de relance élaboré, depuis, en collaboration avec le groupe Elec-El Djazair et le ministère de l'industrie prévoyant, entre autres, une éventuelle sous-traitance mutuelle avec d'autres groupes du secteur, a été, également, soumis au Gouvernement.

Pour Mouloud Ould Elhadj, un des représentants syndicaux, les travailleurs refusent de reprendre l'activité car, "en plus de n'avoir rien à faire du fait de la persistance des conditions de blocage, ils savent ce qui les attend".

La direction de l'entreprise, souligne-t-il, "est en droit d'aller vers un plan social de licenciement pour raisons économiques en cas de reprise".

Une disposition réglementaire, prévue dans la convention collective de l'entreprise, "permet à l'employeur d'y recourir pour des raisons économiques après deux arrêts techniques d'activité", rappelant que l'ENIEM a, justement, connu deux situations d'arrêt technique d'activité durant l'année écoulée.

Contacté à plusieurs reprises par l'APS, la direction de l'entreprise, dont le siège est fermé, était injoignable toute la journée.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE CHÔMAGE Près de 5.000 porteurs de projets inscrits à distance

Près de 5.000 porteurs de projets se sont inscrits depuis octobre dernier via la plateforme numérique, lancée par la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), pour déposer leurs dossiers en vue de créer leurs micro-entreprises, a affirmé, dimanche, le directeur général de la Caisse, Ouaguenouni Mahieddine.

Dans une déclaration à l'APS, M. Ouaguenouni a souligné que "16% sur le total des inscrits via cette plateforme numérique sont issus des wilayas du Sud, et 33 % sont âgés de moins de 35 ans", ajoutant que "la majorité des projets des inscrits concernent les secteurs des services, de l'agriculture et de la pêche et des industries de transformation".

Cette plateforme élec-

tronique "permet aux porteurs de projet d'effectuer leur inscription en ligne pour déposer leurs dossiers et bénéficier de l'accompagnement nécessaire auprès de la CNAC lors des différentes étapes de développement du projet de création d'une micro-entreprise", a souligné M. Ouaguenouni, précisant que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme de la Caisse visant "l'amélioration des services fournis en direction de ses usagers, notamment à travers la simplification des procédures administratives".

Ladite opération permettra au porteur de projet de renseigner le formulaire d'inscription et de joindre une photocopie de sa pièce d'identité, de télécharger les pièces qui constituent son dossier administratif et

technique, et de recevoir à travers la plateforme le récépissé de dépôt de son dossier et d'échanger avec son conseiller animateur qui supervisera l'opération d'accompagnement, à travers le module de messagerie intégrée au niveau de la plateforme. Cette plateforme permet de télécharger leur business plan avant le passage devant le Comité de sélection, de validation et de financement (CSVF) spécialisé dans l'étude du dossier en question. Le titulaire du projet peut également suivre en ligne l'évolution du traitement de sa demande d'inscription et de l'étude de son dossier avant son passage devant le CSVF.

M. Ouaguenouni a relevé que cette plateforme tend à éviter aux porteurs de projets les déplacements aux

agences wilayales de la Caisse dans le cadre du rapprochement des services du citoyen, soulignant, que les portes de ces agences restent ouvertes pour ceux qui désirent s'inscrire en présentiel et bénéficier de l'accompagnement. Le même responsable a indiqué que la CNAC a lancé depuis le 20 janvier une campagne de sensibilisation qui s'étendra jusqu'au 6 février pour présenter la plateforme et ses objectifs.

Des journées d'information sur le sujet sont également à l'ordre du jour au niveau national, notamment les zones d'ombre et seront organisées dans les établissements de formation au profit des stagiaires et des diplômés de la formation professionnelle.

PÉTROLE

Le Brent à 55,84 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole étaient en hausse lundi, soutenus tant par les perspectives d'une demande amenée à repartir aux États-Unis que par la promesse d'une offre contenue en Irak.

Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars gagnait 0,78% à Londres par rapport à la clôture de vendredi, à 55,84 dollars.

Le baril américain de WTI pour le même mois grimpeait dans le même temps de 0,90% à 52,74 dollars.

"Même si la pandémie ne ralentit pas encore, les prix du pétrole ont de bonnes raisons de commencer la semaine avec des gains, grâce à un cocktail de nouvelles hausses lundi matin", a indiqué Bjornar Tonhaugen, analyste. Première d'entre elles, le programme de



relance de 1.900 milliards de dollars porté par le nouveau locataire de la Maison

blanche Joe Biden, censé doper l'activité économique et donc la consom-

mation d'or noir outre-Atlantique.

Ensuite, des "nouvelles positives sur le front de l'Opep, l'Irak ayant promis de réduire sa production de pétrole en janvier et février pour compenser le dépassement de 2020", a continué le même analyste, évoquant des informations rapportées par Bloomberg.

Par ailleurs, les investisseurs surveillent la situation en Indonésie où les autorités ont saisi lundi deux pétroliers, iraniens et panaméen, soupçonnés d'avoir effectué un transfert illégal de brut dans les eaux du pays d'Asie du Sud-Est.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Chute des investissements directs étrangers dans les pays défavorisés en 2021 (rapport)

Les flux d'investissements directs étrangers vont "rester faibles" en 2021 et les pays en voie de développement devraient même afficher un fort affaiblissement de ce pilier crucial pour leur croissance, met en garde la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Et la reprise ne devrait pas avoir lieu avant et prendre la forme d'un U, a expliqué James Zhan, directeur de la division de l'investissement et des entreprises à la CNUCED, lors d'un point de presse présentant le rapport annuel publié dimanche.

"Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) vont rester faibles en 2021", souligne la CNUCED, dans une économie mondiale qui reste prise à la gorge par la pandémie de Covid-19.

L'agence onusienne prévoit une nouvelle baisse de 5 à 10% par rapport à l'année écoulée, qui a elle-même été marquée par un "effondrement" de 42% par rapport à 2019 à 859 milliards de dollars.

C'est 30% de moins qu'au creux de la crise financière de 2009 et cela ramène le volume d'investissements au niveau des années 1990. "La vraie reprise va démarrer en

2022", a souligné M. Zhan. "Les investisseurs vont probablement continuer à se montrer prudents dans leur allocations de fonds dans des actifs productifs l'étranger", explique le rapport, soulignant aussi, que la forte baisse des projets sur site vierge en 2020 (-35%) est un indicateur avancé du recul des IDE cette année.

Et cet indicateur est au rouge pour les pays en voie de développement.

"Les perspectives pour 2021 pour les pays en voie de développement sont une source de profonde inquiétude", a reconnu M. Zhan.

Si les IDE ont relativement bien résisté en 2020, ce sont les annonces de projets sur site vierge qui ont brutalement chuté de 46% pour ce groupe de pays.

Le continent africain a été le plus touché avec une baisse de 63%, d'autant que les financements internationaux de projets (typiquement des montages financiers de plusieurs partenaires pour des grands projets d'infrastructure par exemple) ont chuté de 40%, contre un recul de seulement 7% pour l'ensemble des pays défavorisés.

"Or les investissements de ce type

sont cruciaux pour les capacités de production, les infrastructures de développement et par conséquent pour des perspectives de reprise durable", insiste la CNUCED.

En Amérique latine et Caraïbes, les investissements sur site vierge ont été divisés par deux et ils ont chuté de 38% en Asie.

"Une hausse du flux d'IDE est plutôt susceptible de venir des fusions-acquisitions transfrontalières que de nouveaux investissements dans des actifs productifs", juge le rapport, se basant sur la tendance tracée par les transactions annoncées mais pas encore complétées.

Les fusions-acquisitions ont rebondi au deuxième semestre tout particulièrement dans le secteur de la technologie et de la santé, qui ne sont pas affectés par la pandémie de la même manière que les autres et les entreprises à l'affût de bonnes affaires devraient profiter des faibles taux d'intérêt et de la hausse de leurs valorisations boursières.

Les compagnies européennes devraient attirer 60% des transactions en valeur, mais l'Inde et la Turquie sont aussi bien placées avec un nombre record de "deals".

ARABIE SAOUDITE

Face au chômage, Ryadh augmente ses investissements intérieurs

Le Fonds d'investissement public (PIF) saoudien compte investir 40 milliards de dollars dans l'économie nationale par an pendant cinq ans, a annoncé dimanche le prince héritier au moment où le royaume fait face à une hausse du chômage et à la pandémie de Covid-19.

Ce fonds souverain "va investir au moins 150 milliards de riyals (40 milliards de dollars, 33 milliards d'euros) par an dans l'économie domestique jusqu'à 2025", a annoncé le prince Mohammed ben Salmane (MBS) dans un discours télévisé diffusé par les médias d'Etat.

Le PIF, principal instrument de la politique de diversification de l'économie du pays, envisage de porter ses actifs à 4 billions de riyals (1,07 billion de dollars) et de créer 1,8 million d'emplois directs ou indirects d'ici 2025, a ajouté le prince héritier.

Le Fonds saoudien s'était jusque-là concentré à investir dans des géants de l'économie mondiale, de l'application Uber au constructeur automobile américain Lucid Motors.

Le taux de chômage dans le royaume a atteint 14,9% au troisième trimestre 2020, se rapprochant du taux record de 15,4% enregistré au deuxième trimestre de l'an dernier, selon les données officielles publiées la semaine dernière.

"Les conséquences de la pandémie de Covid-19 continuent d'affecter le marché du travail saoudien et son économie", avait dit la semaine dernière l'Autorité générale saoudienne des statistiques.

L'année dernière, le double choc de la pandémie et de l'effondrement des prix du pétrole avait incité le premier exportateur de brut au monde à tripler sa taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et à suspendre une allocation mensuelle pour les fonctionnaires.

ALLEMAGNE

Le moral des entrepreneurs s'est détérioré en janvier

Le moral des entrepreneurs allemands s'est détérioré en janvier, plombé par le renforcement des restrictions contre la pandémie de Covid-19 dans le pays, selon le baromètre IFO publié lundi.

L'indicateur, basé sur un sondage mensuel auprès de 9.000 entreprises, et qui donne un avant goût de l'activité économique, a perdu 2,1 points sur un mois, à 90,1 points.

Il repart à la baisse après un rebond surprise en décembre (+1,3), dont la valeur a été révisée de 0,1 point à la hausse, à 92,2 points.

L'IFO fait moins bien que les prévisions des analystes de Factset, qui tablaient sur une baisse de seulement 0,6 point.

La composante du baromètre mesurant l'appréciation de la situation actuelle ressort à 89,2 points, contre 91,3 points en décembre.

"La deuxième vague de Covid-19 a stoppé pour l'instant la reprise de l'économie allemande", résume Clemens Fuest, président de l'IFO.

L'Allemagne a prolongé mardi jusqu'à mi-février ses mesures de restrictions contre le Covid-19, qui pèsent sur son économie, après une forte reprise cet été.

Les commerces non essentiels, sont fermés depuis décembre, après les restaurants, cafés, et lieux de loisirs et de cultures depuis novembre.

"Les inquiétudes l'emportent, étant donné le début d'année difficile pour de nombreuses entreprises", commente Fritz Köhler-Geib, cheffe économiste de la banque publique KfW.

Si l'industrie résiste (-0,3 points) grâce au dynamisme du marché chinois, les autres secteurs, notamment les services, sont très affectés.

L'indicateur est en chute libre chez les commerçants (-17,5 points à -17,2) tandis que le secteur des services perd 4 points, à -4,4 points.

L'Allemagne a vu son PIB plonger de 5% en 2020, sa pire contraction depuis la crise financière de 2009, en raison des effets de la pandémie.

Pour 2021, le gouvernement s'attend à une reprise de 4,4%, mais le prolongement de la crise sanitaire pourrait le contraindre à revoir à la baisse cette estimation. Pour faire face à la crise, l'Allemagne a récemment augmenté le plafond maximum d'aides spéciales à 1,5 million d'euros par mois et par entreprise.

TUNISIE

Exporter 70.000 tonnes d'huile d'olive conditionnée d'ici 2025

La Tunisie prévoit l'expédition de 70.000 tonnes d'huile d'olive conditionnée d'ici 2025 contre 27.000 tonnes au terme de la saison 2019/2020, rapportent des médias locaux.

Le pays compte profiter des opportunités commerciales offertes par ce segment dont la valeur ajoutée est plus importante en raison des opérations de traitement, d'emballage et de marketing.

Le prix à l'exportation de l'huile conditionnée peut atteindre le double de celui de l'huile en vrac non traitée qui représente actuellement plus de 90% des exportations totales



réalisées vers l'Union européenne (UE). Le pays compte notamment renforcer dans les prochaines années sa présence sur le

marché où il a perdu du terrain avec des volumes en chute drastique de 1300 tonnes en 2012/2013 à 100 tonnes seulement en 2019.

"Une visite en Tunisie d'une délégation de la Chambre chinoise de commerce de produits agricoles et alimentaires, afin de voir de près tous les maillons de la chaîne de production d'huile d'olive, était prévue en 2020, mais a été annulée en raison de la Covid-19", indique Dhia Khaled, Ambassadeur de Tunisie à Pékin.

Les recettes d'exportation d'huile d'olive en Tunisie ont atteint 2,2 milliards de dinars en 2019/2020 soit 650 millions d'euros.

L'huile d'olive compte pour près de 45% des exportations agricoles du pays..

RÉSEAU FERROVIAIRE Des brigades canines pour lutter contre les actes malveillants (SNTF)

Des brigades canines dépendantes de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) ont été mises sur pied pour contrer les actes malveillants, notamment le phénomène de jet de pierres qui s'est "généralisé" sur le réseau ferroviaire, a-t-on appris, dimanche auprès de la SNTF.

"La SNTF a mis au point des brigades canines qui contrôlent la voie ferroviaire tout en coordonnant ses efforts avec les services de sécurité pour réduire les actes malveillants, mais ceci demeure insuffisant face à la recrudescence du phénomène de jet de pierres", a précisé à l'APS, M. Abdelouahab Aktouche, assistant du Directeur général de cette entreprise publique.

Il a ajouté dans le même cadre que plusieurs campagnes de sensibilisation ainsi que des portes ouvertes ont été organisées au profit des citoyens pour faire face au problème de jet de pierres.

En plus de ces actions, M. Aktouche a relevé que la SNTF a procédé, également au dépôt d'un grand nombre de plaintes et ce dans le cas où ces jets de pierres blessent les travailleurs de la compagnie (conducteurs, contrôleurs, agents de maintenance...) ainsi que les usagers des trains.

Tout en reconnaissant qu'il était très difficile de maîtriser ce phénomène sur 4.200 km de voie ferroviaire, il a appelé à remettre sur pied la "police des chemins de fer" pour contrer ces actes malveillants. "Toutes ces actions de sensibilisation demeurent insuffisantes pour faire cesser ces actes malveillants et il devient urgent de remettre sur pied la police des chemins de fer", a-t-il considéré.

Plus de 233 actes de malveillance enregistrés en 2020

Selon le même responsable, ces jets de pierres provoquent, non seulement des pertes matérielles considérables endommageant des trains acquis à coup de fortes sommes en devises, mais atteignent parfois les voyageurs ainsi que les travailleurs de la SNTF, leur causant des blessures, a alerté le responsable. A l'instar du dernier train acquis par l'Algérie, le train rapide Coradia, dont les vitres ont été brisées par ces jets de pierres, beaucoup de trains subissent le même sort, a déploré M. Aktouche.

Il a relevé, dans le même cadre, que le phénomène du jet de pierre n'est pas le seul acte de prédation impactant le trafic ferroviaire car il existe d'autres actes malveillants sur les câbles électriques, sur les appareils de voie ainsi que sur les appareils de transmission et les signaux.

Les installations ferroviaires ont enregistré en 2020 plus de 233 actes de malveillance, selon le responsable qui a souligné que ces actes ont gravement impacté le trafic ferroviaire et causé des perturbations sur les horaires.

RELIZANE

Plus de 1,7 milliard DA pour le désenclavement des zones d'ombre

Une enveloppe financière de plus de 1,7 milliard DA a été allouée dans la wilaya de Relizane pour concrétiser des projets visant le désenclavement des zones d'ombre, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des travaux publics.

Cette enveloppe est destinée à financer 48 projets concrétisés, en cours et en voie de lancement, qui portent notamment sur l'aménagement des routes dans différentes zones de la wilaya dont celles éloignées, a-t-on indiqué.

Ces projets de développement profitent à 62 zones d'ombre recensées, selon la même source qui a souligné qu'ils concernent en majorité la réhabilitation de chemins vicinaux et l'aménagement d'autres menant aux villages et centres ruraux. Les routes faisant l'objet d'aménagement et de revêtement s'étendent sur 170 kilomètres, a-t-on fait savoir, ajoutant que ces projets visent le désenclavement des zones éloignées et l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants.

Pour rappel, le wali de Relizane, Attallah Moulati a effectué des visites dans plusieurs zones d'ombre à travers les communes de Relizane accompagnés des membres de l'exécutif de wilaya pour connaître de près les préoccupations de la population, mettant l'accent sur la réalisation de tous les projets inscrits dans les délais impartis.

MONOXYDE DE CARBONE

Deux décès en 24 heures dans le pays

Deux personnes sont décédées suite à l'inhalation du monoxyde de carbone et trois autres ont été secourues durant les dernières 24 heures dans le pays, indique lundi un bilan de la Protection civile.

La première personne, âgée de 29 ans, est décédée à son domicile familial situé au centre-ville de la commune de Souguer (Tiaret), alors que la deuxième, âgée de 35 ans, est morte à l'intérieur d'une habitation sise à la cité 1er novembre, commune de Dar Chioukh dans la wilaya de Djelfa, précise la même source.

La Protection civile est intervenue, également, pour prodiguer des soins de première urgence à 3 personnes incommodées par le monoxyde de carbone et gaz de ville, émanant des chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles dans la wilaya d'El Tarf et celle d'Oum El Bouaghi.

Par ailleurs, une fillette



âgée de 5 ans est morte carbonisée et trois autres personnes ont subi des brûlures suite à l'explosion d'une butane de gaz, suivie

d'un incendie à l'intérieur d'une habitation au lieu dit Ait Rahmoune, commune d'Ait Yahia Moussa, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Concernant les accidents de la route, une personne a été trouvée morte et cent autres ont été blessées suite à plusieurs accidents de la circulation à travers plusieurs wilayas.

Pour ce qui est des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant les dernières 24 heures, 73 opérations de sensibilisation à travers 10 wilayas (32 communes), portant sur la pandémie, 51 opérations générales de désinfections à travers 5 wilayas (20 communes), ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés ainsi que les quartiers et ruelles.

LUTTE ANTIDROGUE

Les saisies de comprimés psychotropes en hausse dans l'Est du pays

La quantité de comprimés psychotropes saisis l'année dernière dans quinze (15) wilayas dans l'Est du pays a connu une augmentation "sensible" par rapport à celle recensée au titre de l'exercice 2019, a indiqué dimanche l'inspecteur régional de police, le contrôleur général de police Daoud Mohand Cherif.

Près d'un million et demi de comprimés psychotropes ont été saisis par les services de la police durant l'année 2020 à travers les dites wilayas contre 944.000 comprimés dénombrés au titre de l'exercice 2019, a précisé le même responsable qui s'exprimait lors d'une conférence de presse tenue pour présenter le bilan des activités de différents services de la Direction régionale de la police de l'Est.

Ce résultat jugé "important" a été réalisé grâce aux efforts déployés par

les services de ce corps de sécurité de différentes wilayas et la présence régulière des éléments de la police sur le terrain, a affirmé le contrôleur général de police Daoud Mohand Cherif lors de la rencontre organisée au service régional des finances et des équipements, sis au chef lieu de wilaya.

Durant l'année 2020, pas moins de dix (10) quintaux de résine de cannabis et 1,60 kg de cocaïne, ont été également saisis par les services judiciaires des 15 wilayas dans l'Est du pays qui avaient contribué au traitement de 91.000 affaires liées à ce genre de psychotropes, a ajouté le même responsable.

Aussi et au cours de l'année 2020, plus de 37.490 affaires d'atteinte aux personnes ont-elles été enregistrées dont 33.667 ont été réalisées à 100 %

ayant impliqué 5.575 individus, selon la même source. Concernant l'atteinte à la sécurité et aux biens, 27.584 affaires ayant impliqué plus de 21.000 individus ont été traitées durant la même période. S'agissant des affaires économiques et financières, 5.972 affaires impliquant 8.053 individus ont été recensées par les mêmes services qui ont procédé, d'autre part, au traitement de 1.572 affaires liées au vol de véhicules.

La même source a fait savoir que ces opérations ayant impliqué 1.040 personnes avaient permis la récupération de 579 véhicules.

Pour rappel, les mêmes services ont reçu, l'année précédente, pas moins de 305.740 appels sur les trois (3) numéros mis au service du citoyen à savoir les numéros verts 15-48 et 104 ainsi que celui de police secours 17.

AÏN DEFLA

50 affaires de trafic de drogue traitées en 2020

Au total, 50 affaires relatives au trafic de drogue ont été traitées à Aïn Defla en 2020, soit une hausse de 28 % par rapport à l'année 2019 (36 affaires), a indiqué dimanche le commandant du groupement local du Groupement local de la Gendarmerie nationale.

Les résultats obtenus sont le fruit du plan mis en place dans la lutte contre le trafic de drogue, lequel est basé sur l'occupation rationnelle du terrain par les gendarmes ainsi que le recours de manière optimale aux renseignements et à l'élément cynoteknique, a précisé le lieutenant-colonel Meghizli Boubekeur au cours d'une conférence de presse consacrée au bilan de ses services durant l'année 2020.

"Sachant que la plus grande quantité de la drogue saisie provient de la partie ouest du pays, nous avons mis en place un plan visant la surveillance des entrées des villes, nous basant sur un certain nom-

bre d'indices préalablement choisis pour déterminer les voitures susceptibles de faire l'objet de fouille", a-t-il expliqué. Et d'ajouter : "la lutte contre la drogue est loin de constituer une sinécure dans la mesure où il faut connaître et le profil des criminels potentiels et la manière à laquelle ils recourent pour échapper au contrôle ou tenter de détourner l'attention des gendarmes".

A la faveur des affaires traitées, il a été procédé à la saisie de 224,76 kg de kif traité, 10,8 g de cocaïne ainsi que 25 véhicules utilisés dans le transport de ce produit prohibé, a-t-il détaillé, faisant état de l'arrestation de 119 individus impliqués dans le trafic de drogue dont 80 placés sous mandat de dépôt.

Abordant le crime ordinaire, le même officier a noté que les crimes et délits contre les personnes arrivent en tête de la liste des affaires traitées (547), suivis de ceux contre les biens

(451), la sécurité publique et l'ordre public (90 chacune), la sûreté publique (57), la falsification (37) ainsi que la famille et les us (33), observant que les jeunes (18-40 ans) constituent la tranche la plus impliquée dans ce genre de criminalité.

"Ce qu'il y a lieu de retenir le plus c'est qu'en 2020, les affaires relatives aux agressions contre les personnes, les biens ainsi que la famille et les us ont connu des baisses respectives de 45, 41 et 25 % par rapport à l'année 2019", s'est-il réjoui.

Quelque 66 opérations inopinées lancées au niveau des endroits réputés être le fief de la criminalité ont par ailleurs été lancées durant la période considérée, a-t-on fait savoir, faisant état de l'arrestation de 324 individus impliqués dans divers crimes Au sujet des accidents de la route, la même source a fait état d'une baisse de 30 % par rapport à 2019, notant que 81 % des accidents recensés incombent au facteur humain. (les

jeunes étant à l'origine de 63 % des accidents).

La baisse du bilan enregistré est susceptible d'être expliquée par l'avènement de la pandémie du coronavirus ayant réduit grandement le trafic routier ainsi que des campagnes de sensibilisation menées durant le deuxième semestre de l'année, a analysé le lieutenant-colonel Meghizli, observant que les jeunes étaient à l'origine de la survenue de 63 % des accidents.

Un total de 7420 appels également été reçus par le numéro vert (1035), a-t-on encore précisé, relevant que l'implication des citoyens est importante dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes.

Enfin, 25 opérations de sensibilisation sur les risques encourus par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) ont été menées par ce corps de sécurité au profit des usagers de la route.

EVÉNEMENTS MÉTÉO EXTRÊMES 480.000 morts en 20 ans

Près d'un demi million de personnes ont péri dans des catastrophes liées à des événements météo extrêmes ces 20 dernières années, selon un rapport publié lundi qui souligne la menace du dérèglement climatique pour l'Humanité.

Et ce sont les pays les plus pauvres qui paient le prix humain le plus lourd de ces tempêtes, inondations ou canicules répertoriées entre 2000 et 2019 par l'ONG GermanWatch.

Dans ce bilan de près de 480.000 morts provoqués par plus de 11.000 événements météo extrêmes, Puerto Rico, la Birmanie et Haïti ont ainsi été les pays les plus touchés.

Alors que commence lundi le premier Sommet pour l'adaptation climatique, organisé par les Pays-Bas, cet indice mondial des risques climatiques, publié chaque année, estime également que ces catastrophes ont coûté 2.560 milliards de dollars depuis le début du siècle.

Avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique est un des piliers de l'Accord de



Paris qui vise à limiter le réchauffement nettement en dessous de +2 C par rapport à l'ère pré-industrielle, voire +1,5 C.

Alors que les effets du réchauffement de la planète se font de plus en plus sentir, les pays riches avaient promis de

porter à 100 milliards de dollars par an leur assistance climat aux pays en développement à partir de 2020, mais le compte n'y est toujours pas.

Le rapport de Germanwatch a particulièrement étudié les impacts de la saison des tempêtes de 2019,

avec des ouragans et cyclones qui ont ravagé en partie les Caraïbes, l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud.

"Les pays pauvres sont plus touchés parce qu'ils sont plus vulnérables aux effets dévastateurs des aléas et ont des capacités plus faibles pour les surmonter", a commenté Vera Keunzel, une des auteures du rapport.

Ainsi, par exemple, des pays comme Haïti, les Philippines ou le Pakistan sont frappés si souvent par des catastrophes climatiques qu'ils n'ont pas le temps de s'en remettre totalement avant la suivante, a-t-elle noté. Dans un rapport publié mi-janvier, le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) avait dénoncé des fonds nettement insuffisants consacrés dans le monde aux mesures d'adaptation.

PAYS-BAS

Ouverture du sommet en ligne sur l'adaptation au climat

Des dirigeants du monde entier vont se rencontrer en ligne lundi lors du premier sommet consacré à l'adaptation de la planète aux effets du changement climatique.

Ces dirigeants, dont le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Boris Johnson, doivent participer par conversation vidéo au sommet sur l'adaptation aux changements climatiques, organisé aux Pays-Bas. La réunion, au cours de laquelle seront également présents l'actuel secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et son prédécesseur Ban Ki-moon, doit déboucher sur un "programme d'action d'adaptation" afin de faire face à des effets tels que l'élévation du niveau de la mer, les conditions météorologiques extrêmes et les mauvaises récoltes.

"Cette année 2021 aura plusieurs tournants au cours desquels les dirigeants et les peuples du monde montreront vraiment leur solide engagement.

Nous n'avons pas fait grand-chose en matière d'adaptation" jusqu'à présent, a déclaré la semaine dernière Ban Ki-moon aux journalistes.

Le sommet se tient presque entièrement en ligne en raison de la pandémie de coronavirus. Le Premier ministre néerlandais

Mark Rutte a déclaré que son pays, dont un tiers du territoire se trouve sous le niveau de la mer, a des siècles d'expérience dans la protection des terres contre l'eau et qu'il espère la partager avec d'autres. "Si nous n'apprenons pas à gérer les conséquences, si nous ne pouvons pas nous adapter, l'impact sera désastreux", a-t-il déclaré dans un allocution vidéo.

"Avec de nombreux dirigeants de la planète, je vais lancer un programme d'action d'adaptation détaillé".

Boris Johnson compte quant à lui lancer une initiative internationale intitulée "Adaptation Action Coalition" qui doit associer le Royaume-Uni, l'Égypte, le Bangladesh, le Malawi, les Pays-Bas, Sainte-Lucie et les Nations Unies.

Cette coalition travaillera à "traduire les engagements politiques internationaux" en matière d'adaptation et de résistance au changement climatique en "soutien sur le terrain aux communautés vulnérables", selon Downing Street.

Downing Street a précisé dans un communiqué que Boris Johnson doit déclarer lors du sommet: "il est indéniable que le changement climatique est déjà à l'oeuvre et dévaste déjà des vies et des économies.

Nous devons nous adapter au changement de notre climat, et nous devons le

faire dès maintenant." Ce sommet est le premier à se concentrer sur les effets du changement climatique, selon les organisateurs.

Les précédents étaient principalement consacrés à la lutte contre les causes du phénomène, notamment les émissions.

Il s'agit notamment de réduire la vulnérabilité des pays face à l'élévation du niveau de la mer, aux conditions météorologiques extrêmes et aux pénuries alimentaires.

Le programme pourrait inclure le renforcement des remparts face à la mer, mais aussi comment profiter d'opportunités nouvelles comme des saisons de croissance plus longues et l'apparition de nouvelles zones de culture, ont déclaré les organisateurs.

"Le sommet se concentrera fortement sur l'obtention de nouveaux investissements, afin de garantir que des millions de petits exploitants agricoles puissent s'adapter aux pressions exercées par le climat sur la production alimentaire", explique l'ONU sur son site.

"Les organisateurs du sommet ont demandé un nouveau financement important pour la recherche agricole, un accès élargi aux services de conseil aux agriculteurs, ainsi qu'aux services de gestion des risques et de financement", est-il précisé.

COLOMBIE

Cinq jeunes tués lors d'un nouveau massacre

Au moins cinq jeunes, dont un mineur, ont perdu la vie et deux autres personnes ont été blessées lors d'un nouveau massacre perpétré en Colombie au cours de la nuit de samedi à dimanche, selon le dernier bilan annoncé par les autorités. L'attaque, menée par des tueurs à gage, a eu lieu dans une ferme de la localité de Buga, du département Valle del Cauca, où les hommes armés ont d'abord demandé à voir le fils de la famille, puis ont tiré sur les personnes présentes, selon le rapport de la police. Dans un premier bilan, les autorités avaient fait état d'au moins quatre morts et trois blessés.

Trois jeunes âgés de 18 ans et un autre de 17 ans ont été tués dans la fusillade, qui avait fait en outre trois blessés, dont un est ensuite décédé à l'hôpital. "Malheureusement, nous devons confirmer (...) le décès de l'un des jeunes victimes de ce fait lamentable", a déclaré le secrétaire à la Santé de la municipalité de Buga, Mauricio Soto, ajoutant que les deux autres blessés étaient dans un état "stable". Des policiers et militaires d'unités spécialisées dans la lutte contre des enlèvements et l'extorsion ont, ainsi que des fonctionnaires du parquet, se sont rendus sur place "pour trouver les responsables de cet atroce crime", a déclaré le commandant de l'armée, Eduardo Zapateiro, dans une vidéo.

Les autorités n'ont pas donné plus de détails sur les motifs de l'attaque ou ses auteurs.

Il s'agit du sixième massacre - assassinat simultané d'au moins trois personnes selon la définition de l'ONU - répertorié depuis le début de cette année en Colombie par l'observatoire indépendant Indepaz.

Plusieurs groupes armés et gangs se disputent le contrôle du trafic de drogue, des plantations de coca, matière première de la cocaïne, et de marijuana, ainsi que du racket dans le Valle del Cauca. L'année 2020 a été marquée par la pire vague de violence depuis la signature de la paix avec l'ex-guérilla des Farc, avec 91 massacres, ayant fait 381 morts dans le pays, selon Indepaz. En dépit du pacte de 2016 avec l'ancienne rébellion marxiste, la Colombie reste confrontée à un conflit armé de près de six décennies, qui a fait plus de neuf millions de victimes (morts, disparus et déplacés).

CHINE

Neuf des mineurs coincés sous terre dans une mine d'or retrouvés morts

Neuf des dix mineurs encore coincés sous terre dans une mine d'or en Chine depuis deux semaines ont été retrouvés morts, ont annoncé lundi les autorités locales. Une explosion survenue le 10 janvier dans une mine d'or de Qixia, dans la province du Shandong (est), avait bloqué 22 employés à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Les opérations de sauvetage sont depuis suivies avec angoisse dans tout le pays. La semaine dernière, un mineur blessé était décédé sous terre des suites de ses blessures. Et dimanche, onze travailleurs avaient déjà été remontés à la surface devant les caméras de la télévision nationale.

Cependant malgré les "efforts inlassables" des secouristes, "neuf autres mineurs ont malheureusement été découverts morts" et "leurs corps remontés à la surface", a indiqué devant la presse Chen Fei, le maire de Yantai - la ville qui administre Qixia. Les recherches se poursuivent pour retrouver le dernier mineur coincé sous terre. Les sauveteurs n'ont aucune nouvelle de lui. L'explosion avait provoqué d'importants dégâts empêchant aux mineurs de remonter à la surface. Grâce à un câble métallique descendu via un conduit creusé dans la roche, les sauveteurs avaient toutefois pu transmettre à une partie des mineurs des vivres, des médicaments et des téléphones. Les sauveteurs s'étaient en parallèle lancés dans le forage de plusieurs conduits pour accéder aux hommes coincés sous terre.

En raison de la dureté des roches souterraines, les secours avaient estimé vendredi qu'au moins deux semaines seraient encore nécessaires pour les libérer. Mais les opérations s'étaient subitement accélérées dimanche.

FISCALITÉ - PANDÉMIE

Les plus riches sortis indemnes voire renforcés de la pandémie, selon Oxfam

L'ONG Oxfam a estimé lundi, dans son rapport annuel sur les inégalités, que les grandes fortunes mondiales étaient jusqu'ici sorties indemnes voire renforcées de la pandémie, réitérant son appel à taxer la richesse afin de combattre "le virus des inégalités". "Les 1.000 personnes les plus riches du monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement neuf mois alors qu'il pourrait falloir plus de dix ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques", fait valoir l'ONG dans ce rapport publié le jour de l'ouverture du Forum économique mondial (WEF) qui se tient en ligne - et non pas à Davos en Suisse -

jusqu'à vendredi. A l'échelle mondiale, les milliardaires ont même vu leur fortune augmenter de 3,900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020, selon l'ONG qui s'appuie en particulier sur les données de Forbes et de Credit Suisse.

En France, les milliardaires - dont Bernard Arnault, 3e fortune mondiale derrière les américains Jeff Bezos et Elon Musk - ont "gagné" près de 175 milliards d'euros sur la même période, "d'épassant leur niveau de richesse d'avant la crise".

C'est la troisième plus forte progression, après les Etats-Unis et la Chine.

Face à cette flambée des inégalités, Oxfam reprend les pro-

positions des économistes Thomas Piketty et Gabriel Zucman en faveur d'une hausse de la fiscalité des plus riches.

"La crise du corona doit marquer un tournant dans la fiscalité des personnes et des entreprises les plus riches.

Elle nous offre l'occasion d'établir enfin une fiscalité juste, de mettre fin au nivellement par le bas et d'initier un nivellement par le haut.

Cela peut prendre la forme d'une augmentation de l'impôt sur la fortune, de taxes sur les transactions financières et de mesures d'éradication de l'évasion fiscale", note le rapport.

L'ONG cite en exemple l'Argentine, qui a adopté en décembre une loi instituant un

impôt extraordinaire sur les grands fortunes, susceptible de rapporter quelque 3 milliards de dollars, pour financer la lutte contre les effets du Covid-19.

En France, où l'impôt sur la fortune a été supprimé en 2018, le gouvernement a exclu d'augmenter les impôts d'ici la fin du quinquennat en 2022 pour financer son coûteux plan de soutien à l'économie.

A l'occasion de la sortie de ce rapport, Oxfam France lance lundi une campagne pour dénoncer les inégalités. La devise républicaine, détournée en "liberté, égalité, fraternité", sera brandie devant des lieux symbolisant la République dans 10 villes de France dont Paris, Lyon et Lille.

TÉBESSA

Caravanes médicales pour les zones d'ombre

Des caravanes médicales assurant la prise en charge d'élèves des zones d'ombre et des zones enclavées sont organisées depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Tébessa par la direction de la santé et de la population, a indiqué dimanche, son responsable, Saïd Belaïd.

Visant à offrir des prestations sanitaires aux élèves notamment du palier primaire dans les localités enregistrant un déficit en couverture sanitaire, ces caravanes qui sont encadrées par des médecins généralistes et spécialistes notamment en ophtalmologie des deux secteurs publics et privés se sont rendus vers plusieurs communes dont celles d'El Meridj, Ain Zerga, Oum Ali, El Ouenza et Safsaf El Ouesra, a-t-il précisé à l'APS.

Suite aux consultations effectuées dans ces caravanes, il a été programmé d'effectuer à la fin de la semaine en cours 46 opérations au profit d'enfants de ces régions atteints d'anomalies testiculaires au niveau de l'établissement public hospitalier d'El Aouinet tandis que 5 autres interventions compliquées seront effectuées en dehors de la wilaya, a-t-on affirmé. D'autres caravanes ciblent toutes les catégories de la population sont également organisées par la direction de la santé qui, selon le même responsable, prévoit de diriger lundi (25 janvier) vers la daïra de Bir El Ater une caravane encadrée par des médecins spécialistes en chirurgie, ophtalmologie, psychiatrie, médecine interne, orthopédie, gynécologie et néphrologie. Concernant les préparatifs pour la prochaine campagne de vaccination contre le Covid-19, la même source a assuré que plus de 60 centres seront affectés à l'opération parallèlement à la mise en place des moyens nécessaires et à la mobilisation des staffs médicaux et administratifs d'encadrement.

MILA

Plus de 50 centres réservés pour la vaccination contre la Covid-19

Plus de 50 centres de vaccination contre la Covid-19 ont été réservés dans la wilaya de Mila en prévision du lancement de la campagne de vaccination des catégories concernées, a-t-on appris dimanche du responsable de la communication en charge de l'organisation de l'opération de vaccination contre l'épidémie, Dr Abderrahmane Ayadi.

Le même responsable a affirmé, à l'APS, que ces centres sont répartis à travers 35 polycliniques, 6 établissements de santé de proximité, 4 établissements publics hospitaliers et 4 services de médecine du travail, en plus de l'affectation de 5 centres de vaccination itinérants au profit des habitants des zones d'ombre de Mila.

Selon le Dr Ayadi, chaque centre de vaccination dispose d'un médecin, deux infirmiers, en plus d'un agent administratif qui assurera l'organisation de l'opération de vaccination à son niveau.

La même source a fait savoir, en outre, qu'un centre de stockage du vaccin a aussi été aménagé avec l'équipement nécessaire pour garantir les conditions de conservation des doses de vaccin, en plus de l'équipement d'un centre de stockage "alternatif" en cas de nécessité impérieuse.

S'agissant de la formation des personnes chargées de la vaccination, ce praticien a déclaré que les équipes en charge de cette opération sont formées, à partir de jeudi dernier, par le biais de visioconférences par une équipe spécialisée du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en attendant d'autres sessions de formation.

Selon Dr Ayadi, la wilaya de Mila est "prête" en matière de capacités matérielles et humaines qui restent sujettes au renouvellement en fonction des besoins afin d'organiser la campagne de vaccination selon le programme établi par la tutelle qui ciblera dans une première étape les personnels du secteur public et privé de la santé, les personnes âgées de plus de 65 ans et les personnes atteintes de maladies chroniques âgés de plus de 18 ans".

La même source a ajouté, par ailleurs, que les personnes concernées par la vaccination devraient "éviter de prêter attention aux rumeurs et adhérer à la campagne de vaccination" car celle-ci sera effectuée, dit-il, sous la supervision de spécialistes avec pour objectif de limiter la propagation de l'épidémie. Dr. Ayadi a également assuré qu'après son lancement, le programme de vaccination contre le coronavirus n'affectera pas le travail des structures de santé de la wilaya notamment en ce qui concerne le programme de vaccination des enfants.

C O R O N A V I R U S

258 nouveaux cas, 198 guérisons et 3 décès

Deux cent cinquante-huit (258) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 198 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 105.854 dont 258 nouveaux cas les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2866 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 72.143, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 17 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 wilayas n'ont enregistré



aucun cas, alors que 9 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 34 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

SIDI BEL-ABBÈS

Mise en service d'un appareil PCR de dépistage du coronavirus

Un appareil de dépistage par PCR (réaction de polymérisation en chaîne) du Covid-19 a été mis en service dimanche dans le laboratoire d'analyses médicales du CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, a annoncé le directeur de l'établissement sanitaire, Youcef Cherifa.

Toutes les procédures administratives et techniques ont été finalisées pour la mise en service de l'appareil, a indiqué le responsable, précisant que des tests techniques ont été effectués en quatre étapes pour garantir le succès de l'opération, la première du genre au niveau de la wilaya depuis l'apparition

de la pandémie du Covid-19. Selon M. Cherifa, une coordination avec le service dédié au traitement des malades atteints de coronavirus de l'établissement public hospitalier "Dahmani Slimane" de Sidi Bel-Abbès et d'une gestion maîtrisée de l'opération de dépistage du virus permet d'effectuer 90 tests par jour. Des médecins, infirmiers et biologistes ont bénéficié d'une formation au niveau de l'Institut Pasteur d'Oran et d'Alger d'une durée de trois semaines, a-t-on indiqué, ajoutant une formation d'une semaine au CHU "Abdelkader Hassani" supervisée par un expert de l'Institut de Pasteur d'Alger a

été organisée au profit du personnel qui encadrera l'opération. A noter que tous les moyens matériels nécessaires ont été mis à disposition.

Le directeur du CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès a salué les efforts déployés localement en matière de lutte contre la pandémie du coronavirus, signalant l'ouverture de ce service pour éviter une attente de quatre jours pour la réception des résultats des analyses envoyés auparavant à l'Institut Pasteur d'Oran et épargner également aux malades le déplacement vers le même institut pour effectuer un test PCR.

WILAYAS DE L'EST

Plus de 400 affaires d'agression contre le corps médical en 2020

Pas moins de 424 affaires d'agression contre le corps médical ont été enregistrées en 2020 dans quinze (15) wilayas de l'Est du pays par les services de la police, a indiqué dimanche l'inspecteur régional de police, le contrôleur général de police Daoud Mohand Cherif.

S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée au bilan des activités de différents services de la direction régionale Est, effectuées au titre de l'exercice 2020

exercice, le même responsable a précisé à ce propos que 529 personnes ont été impliquées dans ces affaires recensées à travers diverses structures de santé depuis la période marquée par la propagation du coronavirus. Pas moins de 415 affaires parmi ce nombre global ont été traitées à 100 %, représentant 97,87 % du taux global, a souligné le même responsable, qui a détaillé que 107 personnes ont été mises sous mandat de

dépôt, 47 mises en liberté provisoire alors que 21 autres individus sont actuellement sous contrôle judiciaire.

La décision d'arrestation de ces personnes, est inscrite dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement, visant à lutter contre les violences et les agressions verbales et physiques à l'encontre des professionnels de la santé, a fait savoir le même conférencier.

Les épisodes d'agressions qui sont de plus en plus fré-

quents depuis l'apparition de la pandémie covid-19, a-t-il affirmé, ont touché différents encadreurs du secteur de la santé des corps médical et paramédical en particulier des médecins généralistes et spécialistes ainsi que des infirmiers. Il est à signaler que la plupart de ce genre d'agressions a été enregistrée dans les infrastructures de santé notamment des grandes villes dont les wilayas de Constantine, d'Annaba et de Batna.

BATNA

100 interventions chirurgicales programmées lors des 4^{èmes} journées de chirurgie à l'hôpital de Ain Touta

Au total, 100 interventions chirurgicales ont été programmées lors des quatrième journées chirurgicales, qui ont débuté dimanche au niveau de l'établissement public hospitalier de Ain Touta à Batna, a affirmé à l'APS son directeur, Noureddine Nafissi.

Dans ce contexte, une vingtaine de chirurgies par jour seront réalisées dans différentes spécialités au cours de ces journées médicales qui se prolongeront jusqu'au 28 janvier en cours, a-t-il précisé. Selon le responsable de la communication de cet établissement de santé, Akram Brik, l'organisation de ces

journées chirurgicales est intervenue après approbation de la reprise des chirurgies par le comité médical de cette structure en raison de la baisse significative du nombre de patients atteints de la Covid-19, et ce, afin de prendre en charge les dossiers sur la liste d'attente de malades de différents âges, issus de la wilaya de Batna et de la région de Ain Touta, dans l'attente d'opérations chirurgicales. La même source a ajouté, par ailleurs, que l'administration de l'hôpital de Ain Touta a créé toutes les conditions pour le succès de ces journées chirurgicales encadrées par un

personnel médical spécialisé, notamment en consacrant 3 salles d'opération équipées de tout le nécessaire. Les opérations qui seront effectuées sur 5 jours porteront sur la chirurgie générale, la chirurgie pédiatrique, l'orthopédie et la sphère ORL, a-t-on indiqué. Pour rappel, l'hôpital de Ain Touta a réalisé, fin décembre dernier, et pour la première fois au niveau de la wilaya, une Thoracoscopie en urgence pour un kyste hydrique pulmonaire rompu dans les broches par une équipe médicale spécialisée en chirurgie pédiatrique.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Le dernier bilan estimé à 2.129.368 décès

La pandémie de Covid-19 a fait 2.129.368 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi.

Plus de 99.144.230 cas d'infection au nouveau coronavirus ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 60.174.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de dimanche, 8.543 nouveaux décès et 474.710 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.760 nouveaux morts, le Royaume-Uni (610) et le Brésil (592).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 419.220 décès pour 25.127.573 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-



Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 217.037 morts et 8.884.577 cas, l'Inde avec 153.470 morts (10.667.736 cas), le Mexique avec 149.614 morts (1.763.219 cas), et le Royaume-Uni avec 97.939

morts (3.647.463 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 179 décès pour

100.000 habitants, suivie par la Slovaquie (162), la République tchèque (144), le Royaume-Uni (144) et l'Italie (141).

L'Europe totalisait lundi à 11h00 GMT 699.965 décès pour 32.075.371 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 573.797 décès (18.210.181 cas), les Etats-Unis et le Canada 438.287 décès (25.874.233 cas), l'Asie 235.596 décès (14.941.122 cas), le Moyen-Orient 95.472 décès (4.569.336 cas), l'Afrique 85.306 décès (3.442.365 cas), et l'Océanie 945 décès (31.624 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

BOLIVIE

Le bilan dépasse les 200.000 cas et se rapproche des 10.000 morts

La Bolivie a dépassé ce dimanche les 200.000 contaminations de coronavirus et se rapproche du seuil des 10.000 morts depuis le début de la pandémie en mars dernier dans ce pays.

Le dernier bulletin épidémiologique du ministère de la Santé fait état de 1.048 nouveaux cas le jour même et de 58 décès, ce qui porte le total des infections à 201.037 et le nombre de décès à 9.985.

Santa Cruz et La Paz sont les régions où les infections sont les plus nombreuses lors de cette deuxième vague. Les médecins y demandent d'imposer un confinement strict, ce à quoi le gouvernement est opposé, arguant que cela nuirait à l'économie.

"Les familles boliviennes traversent des moments très difficiles en raison de la pandémie et de la crise économique", a déclaré récemment le président Luis Arce après avoir annoncé que le premier lot de doses arriverait la semaine prochaine, principalement pour vacciner le personnel médical.

Au début de l'année, le gouvernement bolivien a annoncé l'achat de 10 millions de vaccins russe Sputnik V et britannique AstraZeneca, qui devraient être livrés à la fin du premier trimestre.

ROYAUME-UNI

30.004 nouveaux cas de COVID-19 et 610 décès liés au virus en une journée

Au Royaume-Uni, 30.004 nouveaux cas confirmés de COVID-19 ont été enregistrés en une journée, portant le total des cas dans le pays à 3.647.463, selon des données officielles publiées dimanche.

Par ailleurs, 610 patients supplémentaires sont décédés dans les 28 jours suivant un test positif, ce qui porte le total des décès liés au coronavirus au Royaume-Uni à 97.939, selon ces données.

Un peu plus tôt dimanche, le secrétaire britannique à la Santé Matt Hancock a déclaré que des "données préliminaires" montraient que les mesures de confinement mises en place dans le pays commen-

çaient à faire baisser le nombre quotidien de nouvelles infections. Il reste cependant un "très, très long chemin" à parcourir avant que le nombre de nouveaux cas ne baisse suffisamment pour que le confinement soit levé, a-t-il indiqué à Sky News, ajoutant que le Service national de la santé (NHS) restait soumis à une pression "énorme". "Nous devrions tous être suffisamment inquiets de cette pandémie pour suivre les règles, et c'est extrêmement important que les gens le fassent", a-t-il affirmé. M. Hancock s'est également dit préoccupé par l'existence potentielle de nouvelles variantes de COVID-19 non

encore découvertes. "La nouvelle variante qui me préoccupe vraiment, c'est celle qui n'a pas encore été repérée", a-t-il indiqué.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a averti que la variante de coronavirus identifiée pour la première fois au Royaume-Uni pourrait être plus meurtrière que la souche originale.

Le plus haut conseiller scientifique du gouvernement britannique, Patrick Vallance, a déclaré que "beaucoup d'incertitudes" entouraient encore les chiffres, mais que certains éléments de preuve suggéraient que la nouvelle variante pourrait être environ 30% plus létale.

ETATS-UNIS

Plus de 25 millions de cas recensés (Johns Hopkins)

Les Etats-Unis ont officiellement franchi dimanche le cap des 25 millions de cas de Covid-19 recensés depuis le début de la pandémie, quelques jours après l'entrée en fonctions de Joe Biden qui a fait de la lutte contre cette maladie sa priorité. L'université Johns Hopkins, qui fait référence, a comptabilisé dans la matinée 25.003.695 de personnes infectées. Plus de 419.000 personnes ont en outre succombé au Covid-19 dans le pays, selon la même source. Les Etats-Unis sont le pays le plus touché au monde en valeur absolue par la pandémie. Après un pic de l'épidémie le 12 janvier, la moyenne hebdomadaire des nouveaux cas commence à baisser, selon les données du Covid Tracking Project. Le bilan des morts suit

la même trajectoire. "La baisse que nous voyons en ce moment est très encourageante - même si nous avons toujours presque trois fois plus de nouveaux cas tous les jours que lors du pic de l'été", d'après le Covid Tracking Project samedi. Les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), la principale agence fédérale de santé publique des Etats-Unis, s'attendent désormais à ce qu'environ 465.000 et 508.000 Américains en tout soient décédés du Covid-19 d'ici le 13 février. Dans ce contexte, Joe Biden a fait de la lutte contre la pandémie la priorité la plus urgente de son mandat.

Son administration a dévoilé jeudi une feuille de route détaillée pour lutter contre le Covid-19 en augmentant les vaccinations et dépistages.

Le chef de cabinet du président Biden, Ron Klain, a affirmé dimanche à NBC qu'un plan de distribution des vaccins "n'existait pas vraiment quand nous sommes arrivés à la Maison Blanche".

"La différence fondamentale entre l'approche Biden et celle de Trump, c'est que nous allons prendre les choses en main (...).

Nous allons mettre sur pied des centres de vaccination fédéraux pour être sûrs que dans les Etats qui n'en auront pas assez (...), nous bouchons les trous", a-t-il affirmé. La nouvelle administration souhaite aussi demander 1.900 milliards de fonds au Congrès pour un gigantesque plan de relance, qui inclut 20 milliards pour les vaccins et 50 milliards pour les tests. Joe Biden s'est

engagé à ce que 100 millions de doses du vaccin contre le coronavirus soient injectées lors des 100 premiers jours de son mandat. Le pays s'accroche aussi à l'espoir de l'autorisation de nouveaux vaccins dans les prochaines semaines, dont celui de Johnson & Johnson, qui ne nécessite qu'une seule dose. Le futur administrateur de la santé publique du gouvernement de Joe Biden, le Dr Vivek Murthy, s'est dit dimanche sur ABC préoccupé par les variants du virus observés au Royaume-Uni et ailleurs. "Les variants sont très inquiétants mais ils ne sont pas surprenants, parce que c'est ce que font les virus, ils mutent (...).

C'est à nous de nous adapter et de devancer" la menace, a-t-il déclaré.

ETATS-UNIS

Biden va rétablir les restrictions d'entrée aux Etats-Unis

Le président américain Joe Biden réimposera lundi une interdiction d'entrer aux Etats-Unis à la plupart des citoyens non américains qui se sont rendus en Grande-Bretagne, au Brésil, en Irlande et dans une grande partie de l'Europe, a déclaré un responsable de la Maison Blanche.

Joe Biden étendra également cette interdiction aux voyageurs qui se sont récemment rendus en Afrique du Sud en raison des infor-

mations selon lesquelles de nouveaux variants du coronavirus plus transmissibles apparaissent aux Etats-Unis, a ajouté le responsable. Cette décision du président démocrate fait partie du plan de lutte de la nouvelle administration contre l'épidémie de Covid-19 qui flambe dans le pays le plus touché au monde, tant en termes d'infections (25,1 millions) que de décès (plus de 419.000). Il avait estimé vendredi que le nombre de morts dus

à la maladie aux Etats-Unis "devrait atteindre beaucoup plus que 600.000". Dès les premiers jours après son entrée en fonctions mercredi, Joe Biden a durci les règles de port du masque et ordonné la mise en quarantaine des personnes se rendant aux Etats-Unis par avion. Au cours de ses derniers jours au pouvoir, Donald Trump avait annoncé que l'interdiction d'entrer aux Etats-Unis pour les voyageurs en provenance d'une grande partie de

l'Europe et du Brésil serait levée, mais l'administration Biden a déclaré qu'elle annulerait immédiatement cet ordre qui devait entrer en vigueur le 26 janvier. Donald Trump avait annoncé le 31 janvier 2020 une interdiction initiale des voyageurs non américains entrant en provenance de Chine pour arrêter la propagation du coronavirus. L'interdiction a été étendue aux pays européens le 14 mars.

ANTI-ÂGE TONIFIER SES OS ET SES MUSCLES

Premier signe de vie, le mouvement est aussi ce qui entretient le mieux notre corps. D'où l'importance de préserver son capital osseux et d'entretenir ses muscles.

Exposition aux fractures, courbatures, douleurs, moins de résistance à l'effort, perte de la force musculaire sont des effets possibles du vieillissement. Voici quelques conseils pour les prévenir.

FAIRE 10 000 PAS PAR JOUR

Un petit podomètre comptera pour vous ! Mais il est aussi conseillé de mixer les activités contre la gravité (aller au travail à vélo, pratiquer un sport de ballon ou de raquettes) et des exercices entretenant force, équilibre et souplesse (course à pied et gym aquatique). Le plus important : trouver des sports qui nous séduisent, afin de ne pas lâcher les bonnes résolutions au bout d'un mois ! Nos cartilages nous diront merci, car on luttera également contre le surpoids qui les écrase.

PRENDRE UN TRAITEMENT HORMONAL DE LA MÉNOPAUSE

La perte osseuse, progressive au fil des ans chez l'homme, s'accélère de façon considérable dans les années qui suivent la ménopause. Le TIM suspend ce phénomène... qui réapparaît à l'arrêt du traitement, mais on aura toujours gagné des années. Il protégerait également muscles et cartilages, selon des travaux présentés en mars 2012 au 15^e congrès mondial d'endocrinologie gynécologique. Mais il faut ne pas avoir de contre-indication à ce traitement.



MANGER SUFFISAMMENT DE PROTÉINES

En perpétuel mouvement, les fibres musculaires sont remplacées par de nouvelles tous les jours. Autour de 50 ans, le muscle commence

à peiner pour synthétiser les protéines, son constituant essentiel. Un acide aminé, la citrulline, le stimule dans cette fabrication.

Présente dans la pastèque (2g/kg), elle est aussi fabriquée tous

les jours par l'intestin. Mais selon des études menées à l'Université Paris-Descartes, des compléments de L-citrulline augmentent la masse musculaire sans effet secondaire (sachets en pharmacie à mé-

langer dans une boisson ou un yaourt, au petit-déjeuner ou au déjeuner). Veiller à son stock de vitamine D durant les mois d'hiver prévient aussi la faiblesse musculaire en même temps que l'ostéoporose et d'autres ennemis de santé (opter plutôt pour des compléments de vitamine D3 ou cholestérol-ciférol).

LUTTER CONTRE L'INFLAMMATION CHRONIQUE

"Si nécessaire, cela passe d'abord par une perte de poids, rappelle Véronique Liégeois, diététicienne et professeur de qi gong. En dehors d'une alimentation riche en végétaux, des apports suffisants en zinc sont aussi nécessaires, ainsi parfois que la prise de probiotiques pour restaurer la muqueuse intestinale. "Quand l'écosystème intestinal est perturbé, sa muqueuse n'est plus étanche, explique le Dr.

Laurence Benedetti, spécialiste de micronutrition. Résultat : des molécules inopportunes peuvent la traverser, avec à la clé, non seulement des problèmes digestifs (colon irritable), mais aussi toutes sortes de perturbations."

Des chercheurs ont montré, par exemple, que la perméabilité de l'intestin joue un rôle dans la polyarthrite rhumatoïde (PloS ONE, 2012).

QUELS SONT NOS BESOINS EN PROTÉINES ET OÙ LES TROUVER DANS L'ALIMENTATION ?

Toutes les cellules vivantes sont constituées de protéines, elles en sont l'élément de base. Elles ont différentes utilités, notamment dans le bon fonctionnement de l'organisme et des défenses immunitaires. Leurs rôles sont multiples. On peut d'abord dire qu'elles jouent celui de briques de notre corps et déterminent l'architecture et les particularités de nos organes et de nos muscles. Elles gouvernent également le bon fonctionnement et le développement de notre organisme car il existe des protéines motrices, hormonales, impliquées dans la circulation de l'information, dans le système de défense du corps...

QUELS SONT NOS BESOINS ?

Chaque jour, nous renouvelons environ 2,5 % de notre stock de protéines (soit 250 à 300 g sur les 11 kg de protéines que contient le corps d'un adulte) et l'alimentation quotidienne doit au minimum nous apporter une quantité équivalente à celle que nous perdons car notre corps ne possède pas de réserves. Sans elles, nos muscles et nos organes risquent de s'altérer.

Or, on sait qu'une diminution de la masse maigre (composée par les organes et par les muscles) entraîne une diminution de la dépense d'énergie de base de l'organisme, ce qui facilite la prise



de poids. C'est pourquoi on préconise d'apporter de 0,8 à 1 g de protéines par kg de poids corporel pour une personne en bonne santé : par exemple, un homme de

80 kg doit consommer de 64 à 80 g de protéines/jour.

OÙ LES TROUVE-T-ON ?

Il existe des protéines animales qui, à elles seules, peuvent nous fournir les 8 acides aminés (constituants des protéines) dont notre corps a absolument besoin. On les trouve dans les viandes, les poissons, les œufs et des produits laitiers. Il existe également des protéines végétales, principalement dans les céréales et les légumineuses (ou légumes secs : lentilles, pois, fèves, haricots secs, soja...). mais elles sont carencées en 2 acides aminés essentiels (sauf les protéines de soja et de quinoa).

Toutefois, compte-tenu de leur richesse en d'autres nutriments (glucides, fibres, minéraux), il est indispensable de les consommer parallèlement aux protéines animales.

GARE AU SURDOSAGE !

L'élimination des acides aminés inutiles des protéines peut fatiguer le foie et les reins, et même aggraver une insuffisance rénale. Ces cas concernent notamment les personnes consommant volontairement des quantités importantes de compléments alimentaires riches en protéines, dans le cadre d'un régime hyperprotéiné par exemple.

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE PERMET DE MIEUX VIEILLIR

Faire du sport régulièrement permet de vieillir mieux et d'être en bonne santé plus longtemps, selon une nouvelle étude publiée dans la revue *Journal of Physiology*.

Vitamine D : elle est essentielle pour le renforcement musculaire

La vitamine D pourrait être un nutriment essentiel pour augmenter la masse musculaire des femmes. L'augmentation des niveaux de vitamine D pourrait aider à optimiser la force musculaire chez les femmes, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Plos One*. Mais, cette relation n'a pas été établie chez les hommes.

LA VITAMINE D JOUR SUR LA COMPOSITION CORPORELLE DES FEMMES

« Nous avons une bonne compréhension de la façon dont la vitamine D renforce les os, mais nous avons encore besoin d'en apprendre davantage sur la façon dont elle fonctionne pour les muscles. Lorsque vous regardez les défis importants auxquels les professionnels de santé à travers le monde font face, comme l'obésité et le vieillissement de la population, vous pouvez voir comment l'augmentation de la masse musculaire peut être d'un grand intérêt » a expliqué le Dr Zahid Hassan Smith, de l'université de Birmingham au Royaume-Uni. Cette nouvelle étude a été possible grâce à une technique de pointe qui a permis à la fois d'évaluer les formes actives et inactives de la vitamine D et établir leur impact sur diverses fonctions musculaires.

Ces chercheurs ont réalisé cette recherche avec 116 volontaires sains, âgés de 20 à 74 ans. Ils ont mesuré à la fois des niveaux actifs et inactifs de la vitamine D des participants ainsi que leurs caractéristiques physiques, comme la graisse corporelle, la masse maigre, et le volume musculaire.

Ils ont observé que les femmes ayant une composition corporelle saine et un volume de graisse corporelle inférieure étaient moins susceptibles d'avoir des taux élevés de vitamine D inactive, un marqueur de la carence en vitamine D. Ces résultats ont fait écho à la constatation que les niveaux de vitamine D inactive étaient plus faibles chez les femmes avec une graisse corporelle accrue. Cela suggérerait une relation entre la vitamine D et la composition corporelle. Les femmes avec une masse maigre accrue, et une masse musculaire importante, avait un niveau plus élevé de vitamine D active dans la circulation sanguine. En revanche, ce lien n'a pas été établi pour les hommes.

Toutes les études scientifiques sont unanimes, faire du sport régulièrement est excellent pour la santé et permet de mieux vieillir. Les conclusions de cette nouvelle publication confirment à nouveau les bienfaits santé de l'activité physique.

Les volontaires de l'étude étaient des cyclistes amateurs. 84 hommes et 41 femmes âgés entre 55 et 79 ans, capables de pédaler, respectivement, 100 kilomètres en moins de 6,5 heures et 60 kilomètres en 5,5 heures.

Les chercheurs King's College, à Londres (Royaume-Uni) ont étudié les dossiers médicaux des participants pour notamment pour mesurer leur fonction cardiovasculaire, respiratoire, neuromusculaire, métabolique, endocrinienne et cognitive, leurs force osseuse, leur santé en général et de leur bien-être.

Les résultats de l'étude révèlent que les effets du vieillissement n'apparaissent pas chez ces individus. La force musculaire et la capacité pulmonaire, par exemple, étaient ainsi similaires entre les volontaires plus jeunes et plus âgés. Et lors d'un test qui évalue les risques de chute, la performance de certains participants équivalait à celle de gens beaucoup plus jeunes. « Le vieillissement est une expérience hautement personnelle



qui sera influencée par les habitudes de vie des individus. Mais les gens actifs sont susceptibles de profiter de quelques années de qualité de vie en plus, comparativement aux gens sédentaires », concluent les auteurs de l'étude. Pour garder la forme et préserver sa santé, l'Organisation Mondiale de

la Santé (OMS) recommande de faire 10 000 pas par jour. Les bienfaits de l'activité physique sont en effet scientifiquement démontrés. La pratique régulière d'un sport permet de diminuer jusqu'à 39 % le risque de développer un cancer du sein, de 26 % le risque de développer un cancer colorectal, de 25 % le risque

d'être victime d'une attaque cérébrale et de 34 % le risque de diabète. La sédentarité est aujourd'hui le 4ème facteur de risque de mortalité précoce (attention, erreur que tu fais souvent : on a 100% de risque de mourir un jour) dans le monde après l'hypertension artérielle, le tabagisme et le diabète.

LA FORCE MUSCULAIRE IDENTIFIÉE DANS LES GÈNES

La force des muscles se travaille, mais elle est aussi réglée par des gènes qui contrôlent le fonctionnement musculaire.

Si vous lognez sur les gros bras de votre voisin en salle de musculation, sachez que le développement des muscles est dû à l'entraînement, mais aussi à une composante génétique. Des chercheurs de l'université de Cambridge au Royaume-Uni ont identifié 16 gènes qui participent à la fonction musculaire et influencent la force. Dans leur étude parue dans *Nature*

Communications, les scientifiques ont mesuré la force de préhension de la main chez 140 000 Britanniques issus du programme UK Biobank, et analysé leurs gènes. Les résultats de 5 000 autres personnes supplémentaires venant du Royaume-Uni, des Pays-Bas, du Danemark et d'Australie sont venus compléter et diversifier l'échantillon. Les 16 variations génétiques ont en majorité été localisées sur ou à proximité de gènes déjà connus pour jouer un rôle dans la fonction musculaire : structure et fonctionnement des fibres

de muscles, et communication entre les cellules musculaires et le système nerveux. D'autres mutations mises en évidence dans cette étude ont été observées également dans des syndromes sévères de dysfonctionnement musculaire : provoquant une grave atteinte musculaire dans certains cas, elles pourraient aussi influencer la force dans la population générale.

Pour les scientifiques, l'identification de ces variants génétiques est une étape importante pour l'élaboration de nouveaux traitements pour prévenir

ou traiter la faiblesse musculaire. En effet, la force est associée à plusieurs composantes de santé : le risque de mortalité précoce, les maladies cardiovasculaires et les fractures. Le lien de causalité n'a pu être mis en évidence que pour l'incidence des fractures dans cette étude : la force physique contribuerait donc à réduire les complications de chutes et les invalidités dues à ces fractures. D'autres recherches complémentaires pourront poursuivre ces travaux plus en détails.

UNE HORMONE POUR AUGMENTER LA MASSE MUSCULAIRE

FGF19, une hormone fabriquée par l'intestin s'est montrée efficace pour accroître et préserver la masse musculaire des souris.

Une hormone fabriquée par l'intestin appelée FGF19 jouerait un rôle dans l'accroissement de la masse musculaire de la souris, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Nature Medicine*. Elle serait aussi capable de d'augmenter la taille des cellules musculaires dans la culture. La réduction de la masse musculaire, processus lié au vieillissement, mais aussi identifié dans plusieurs maladies chroniques (obésité, cancer, insuffisance rénale), ainsi qu'en situation d'immobilisation (accidents, périodes post-opératoires) ou lors de séjours en apesanteur (spatiaux), joue réellement sur la qualité de vie. Des chercheurs du laboratoire CarMeN « Recherche en

Cardiovasculaire, Métabolisme, Diabétologie et Nutrition » (Inserm/Inra/Université Claude Bernard Lyon 1/Insa Lyon) à Lyon, et du Département de Biologie de l'Université de Bergen (Norvège) ont mené des expériences pour comprendre l'intérêt thérapeutique potentiel du FGF19 dans les maladies métaboliques telles que le diabète de type 2 et l'obésité. Le facteur de croissance des fibroblastes 19 (FGF19), est une hormone sécrétée par l'intestin comme pour un rôle de régulateur du glucose et des lipides.

Les scientifiques ont démontré que des souris traitées avec du FGF19 durant 7 jours prennent moins de poids et de tissus adipeux alors qu'elles mangent plus que les souris du groupe témoin. Ils ont aussi observé que la masse des muscles squelettiques et la force musculaire de ces

rongeurs ont augmenté avec l'accroissement de la taille des fibres musculaires.

Pour confirmer leurs résultats, les chercheurs ont utilisé différents modèles de souris présentant une diminution de la masse musculaire, incluant des animaux traités avec un glucocorticoïde, un modèle de souris génétiquement obèses et des souris âgées. Pour tous les groupes traités, le traitement par le FGF19 a préservé ou augmenté la masse et la force musculaire.

« Ceci montre pour la première fois l'intérêt du FGF19 pour lutter contre la fonte musculaire, mais potentiellement aussi en agronomie pour augmenter la masse musculaire des animaux d'élevage », explique Hubert Vidal, directeur de recherche Inserm qui a mené avec son équipe cette expérience.

TUNISIE

Le chef de la diplomatie tunisienne atteint du COVID-19

Le chef de la diplomatie tunisienne, Othman Jarandi, a été testé positif au COVID-19, a indiqué dimanche dans la soirée le ministre tunisien des Affaires étrangères.

L'information a été confirmée par le ministre lui-même dans un tweet : "aujourd'hui, mes tests ont confirmé que j'avais le COVID-19, malgré toutes les précautions nécessaires et le respect du protocole sanitaire".

M. Jarandi a indiqué que des symptômes l'avaient incité davantage à continuer ses efforts en vue de fournir des vaccins pour protéger les compatriotes de cette épidémie, malgré les critiques qui l'ont affecté ces dernières années.

"Au milieu de ma résistance face à ce virus, je voudrais faire l'éloge du travail inlassable et l'effort grandiose déployé, dans le silence, par le président de la République, de l'équipe du Comité scientifique et de nos ambassadeurs à l'étranger afin de fournir tous les mécanismes et les instruments pour faire face à cette épidémie", a déclaré le chef de la diplomatie tunisienne.

CENTRAFRIQUE

Un criminel de guerre présumé de Centrafrique remis à la CPI

La République centrafricaine a remis dimanche le chef présumé d'une milice à la Cour pénale internationale, devant laquelle il doit répondre d'accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, a indiqué le tribunal.

Mahamat Said Abdel Kani, 50 ans, un commandant présumé de la coalition rebelle Séléka, responsable de nombreuses violences dans le pays en 2013, "a été remis" par les autorités de Bangui à la garde de la Cour, a indiqué la CPI dans un communiqué.

Le conflit sanglant a opposé la Séléka à des groupes dits d'autodéfense, principalement chrétiens et animistes, soutenant l'ancien président François Bozize, et connus sous le nom de milices anti-balaka.

La CPI a déclaré que Said Abdel Kani lui avait été remis par les autorités de Bangui sur la base d'un mandat d'arrêt délivré par l'un des juges du tribunal en 2019.

Il est soupçonné de "crimes contre l'humanité, d'emprisonnement ou autre forme grave de privation de liberté, de torture, de persécution, de disparitions forcées et d'autres actes inhumains", ainsi que de "crimes de guerre, torture et traitements cruels", a déclaré le tribunal.

Said Abdel Kani n'a pas encore été transféré dans les locaux du tribunal situé dans la ville néerlandaise de La Haye, a déclaré un porte-parole de la CPI.

Selon des journalistes locaux, il devait arriver aux Pays-Bas lundi.

La Centrafrique avait sombré en 2013 dans un conflit à caractère sectaire, à la suite de la destitution de l'ancien dirigeant François Bozize.

Le conflit avait opposé la Séléka, une coalition rebelle issue en grande partie de la majorité musulmane, à la contre-insurrection de milices anti-balaka essentiellement chrétiennes et animistes.

En novembre 2018, l'ancien chef anti-balaka Alfred Yekatom, accusé de crimes contre l'humanité, a été remis à la CPI.

Il a été rejoint en janvier 2019 par Patrice-Edouard Ngaïssona, considéré par la Cour pénale internationale comme l'un des plus hauts dirigeants des anti-balaka. Les deux hommes sont actuellement jugés à la CPI.

APS

COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE Faki candidat pour un second mandat, le Sahara occidental une des priorités

Le conflit du Sahara Occidental a été défini comme une des priorités au cours de la période (2021/2024) pour le président en exercice de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat qui a annoncé, dimanche, son intention de se présenter pour un second mandat à la tête de la commission.

Moussa Faki est arrivé au poste de président de la commission africaine le 17 janvier 2017 et son mandat arrive à échéance dans deux mois.

"J'en ferais un bilan exhaustif à l'Assemblée lors du prochain sommet de notre Union prévu les 6 et 7 février 2021", a déclaré M. Faki dans un communiqué officiel.

"En décidant de me présenter pour un second mandat, j'obéis à la tradition qui veut que tout candidat porte à l'attention du public ses priorités du mandat pour lequel il sollicite les suffrages", a-t-il indiqué.

A travers ce communiqué, Moussa Faki a dévoilé sa vision qui récapitule le contexte de sa présentation pour un second mandat.

Elle considère la synthèse du bilan écoulé et formule les priorités programmatiques du mandat à venir.

"Si je suis réélu, ces priorités constitueront ce cadre programmatique rigoureux que j'appelle de tous mes vœux et auquel je tiendrai, dans la mesure de mes possibilités", a-t-il écrit.

A ce propos, il souligne : "le prochain mandat pourrait être un échec si nous ne parvenons pas à réduire substantiellement le bruit des armes dans les pays en proie aux crises et conflits armés en Afrique".

"Eradiquer le terrorisme dans le Sahel, la région du Lac Tchad, au Mozambique, en Tanzanie et en Somalie,



consolider la paix en République centrafricaine, au Soudan du Sud, en Libye, au Soudan et apporter la contribution de l'Afrique à la solution du conflit au Sahara Occidental, vont constituer le principal champ de faire taire les armes", a-t-il poursuivi, plaidant pour la promotion de la médiation africaine, et la consolidation du principe de la solution des problèmes africains par les africains. Il s'est réjoui, à l'occasion, de certains acquis fondamentaux, celui lié à l'adoption à l'unanimité d'une résolution au Sommet de Nouakchott relative au conflit au Sahara Occidental ayant consacré la volonté de l'Afrique d'apporter aux efforts des Nations unies un soutien actif pour une solution juste et équitable à ce conflit. Dans ce contexte, il est utile de rappeler que l'UA a demandé, décembre dernier, au Conseil de paix et de sécurité (CPS) d'engager

le Maroc et la République arabe sahraouie démocratique (RASD), de "préparer les conditions d'un nouveau cessez-le-feu", devant aboutir à une solution assurant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

La décision finale adoptée par le 14e sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, le 6 décembre, sur le thème "Faire taire les armes", demande au CPS d'"apporter les contributions attendues de l'Union africaine en appui aux efforts de l'ONU et conformément aux dispositions pertinentes de son protocole", d'engager les deux parties au conflit, qui sont toutes deux des Etats membres de l'UA, à faire face à la situation actuelle afin de préparer les conditions d'un nouveau cessez-le-feu et de parvenir à une solution juste et durable du conflit". Insistant sur une solution qui ouvre la voie à l'autodétermi-

nation du peuple du Sahara occidental, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, demandent en outre dans leur décision finale, au Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres de "nommer un nouvel envoyé personnel pour le Sahara occidental", devant contribuer à la reprise du processus politique, à l'arrêt depuis la démission de l'ancien émissaire, l'Allemand Horst Kohler, en mai 2019.

Par ailleurs, le communiqué final (Déclaration de Johannesburg) demande au CPS de l'UA avec le soutien du Président de la Commission de l'UA et le Groupe des Sages, de "veiller au strict respect de l'Acte constitutif de l'UA et du Protocole relatif à la création du CPS et d'autres Cadres politiques pertinents, et d'apporter une réponse rapide aux crises latentes sur le continent, afin d'éviter une escalade vers un conflit violent".

MALI

Sous pression, la France veut un plus grand appui américain au Sahel

La France espère que la nouvelle administration américaine renforce son appui aux opérations militaires qu'elle mène contre les groupes armés au Mali, dans un contexte marqué par la montée d'un sentiment anti-français dans ce pays et des interrogations, dans l'Hexagone, sur la pertinence d'un engagement militaire qui dure depuis 2012.

La multiplication des bavures de l'armée française au Mali et l'ensablement de l'opération "Barkhane", en cours depuis 2014, ont poussé le Sénat français à programmer un débat public, le 9 février prochain, pour faire le bilan de cette opération.

Lors du prochain sommet du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad), prévu en février à Ndjamen et auquel participera la France, la question de la réduction des effectifs engagés au Sahel, actuellement au nombre de 5.100, sera soumise à débat par la partie française.

Barkhane qui a succédé à l'opération Serval couvre cinq pays avec pour mission de neutraliser les groupes terroristes dans la région.

La pression imposée à la France au

Sahel l'a poussée à regarder en direction des Etats-Unis, un allié qu'elle a failli perdre sur le terrain malien après une annonce faite au début de l'année 2020 par le président Donald Trump.

Il avait prévu que les Etats-Unis entendaient réduire leur présence en Afrique, et indirectement l'aide américaine apportée à l'opération Barkhane.

Ces paroles n'ont pas été suivies d'actes concrets, et la France espère aujourd'hui, non seulement le maintien du soutien américain mais son renforcement.

Le 20 janvier courant, la ministre des Armées, Florence Parly a évoqué cette question le jour même de l'investiture du 46ème président des Etats-Unis.

"Nous souhaitons pouvoir, avec l'arrivée de la nouvelle administration américaine, obtenir l'assurance que ces moyens (fournis par les Etats-Unis) soient prolongés, et pourquoi pas renforcés", a-t-elle déclaré.

Dans la région du Sahel, Washington fournit à l'opération Barkhane des capacités de renseignement et de surveillance - notamment grâce à ses

drones -, du ravitaillement en vol et du transport logistique, pour un coût de 45 millions de dollars par an.

Le 19 janvier, le président français, Emmanuel Macron avait parlé d'un "ajustement" des forces françaises au Sahel et de leur "redimensionnement", évoquant l'importance des renforts assurés par les pays européens.

"Les résultats obtenus par nos forces au Sahel, conjugués à l'importante contribution plus importante de nos partenaires européens, vont nous permettre d'ajuster notre effort", a-t-il dit.

Au Mali, les bavures de l'armée française, dont la plus sanglante avait fait 20 morts, le 3 janvier courant, a exacerbé la colère d'une partie de la population qui a exprimé clairement voir les militaires étrangers hors du pays.

Le 20 janvier, les autorités maliennes ont interdit l'organisation d'un grand rassemblement populaire contre la présence française.

La France espère réaliser de meilleurs résultats sur le terrain et réduire les bavures commises par ses troupes avec un appui plus important du côté américain, notamment.

KOWEÏT

Cheikh Sabah Khaled Al-Sabah de nouveau désigné pour former un gouvernement

L'émir du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a désigné de nouveau, dimanche, le Premier ministre par intérim Cheikh Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah pour former un nouveau gouvernement, ont rapporté les médias locaux.

"Cheikh Sabah Khaled Al-Hamad Al-Sabah est nommé Premier ministre, et il est chargé de nommer les membres du nouveau gouvernement et de nous communiquer leurs noms afin de publier ledit décret", indique un décret diffusé par l'agence de presse du Koweït (KUNA).

Le 18 janvier, l'émir du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a accepté la démission présentée par le gouvernement de Khaled Al-Hamad Al-Sabah (67 ans), après environ un mois de sa formation. Le 14 décembre, le gouvernement avait prêté serment devant l'émir du Koweït.



IRAN

Téhéran n'a pas l'intention d'expulser les inspecteurs de l'AIEA

L'Iran n'a pas l'intention d'expulser les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a déclaré lundi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères après l'adoption d'un "plan d'action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des intérêts du peuple iranien".

"La coopération de l'Iran avec l'AIEA ne cessera pas et (la mise en oeuvre du texte) ne signifie pas l'expulsion des inspecteurs de l'Agence", a déclaré Saïd Khatibzadeh lors d'une conférence de presse.

Le Parlement iranien a adopté en décembre une loi dite "plan d'action stratégique pour la levée des sanctions et la protection des intérêts du peuple iranien".

Il impose au gouvernement d'arrêter "la mise en oeuvre du protocole additionnel" au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) à

partir du 21 février si les sanctions imposées par l'ancien président américain Donald Trump contre Téhéran ne sont pas supprimées d'ici là ou si les partenaires de l'Iran au sein de l'accord international sur le nucléaire ne sont pas en mesure d'aider l'Iran à contourner ces sanctions qui l'empêchent pratiquement de commercer avec le reste du monde.

Connu sous le nom de Plan d'action global commun (PAGC), cet accord a été conclu en 2015 à Vienne entre la République islamique d'Iran et le Groupe des Six (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne).

Il offre à l'Iran un allègement des sanctions internationales le visant en échange d'une limitation drastique de son programme nucléaire et de "garanties" prouvant qu'il ne cherche pas à acquérir l'arme nucléaire.

Mais l'accord menace de voler en

éclats depuis que M. Trump l'a dénoncé unilatéralement en 2018 avant de rétablir et d'intensifier des sanctions punitives ayant plongé l'Iran dans une profonde récession.

En riposte, l'Iran s'est affranchi depuis 2019 de la plupart de ses engagements clés pris à Vienne.

Aux termes du PAGC, l'Iran a accepté de se soumettre au régime d'inspection du protocole additionnel au TNP (sans attendre sa ratification par le Parlement iranien) et le contrôle par l'agence onusienne du programme nucléaire iranien au vu des engagements pris par l'Iran à Vienne.

Le TNP est un document signé entre l'AIEA et les différents Etats parties au TNP prévoyant des inspections poussées des installations nucléaires du pays signataire.

TURQUIE-GRÈCE

Reprise des discussions sur leur différend autour de la Méditerranée orientale

La Turquie et la Grèce ont repris lundi à Istanbul les discussions pour régler leur différend concernant l'exploration d'hydrocarbures en Méditerranée orientale, après une grave crise entre les deux pays membres de l'Otan. Une délégation de diplomates grecs était reçue en fin de matinée par le numéro deux du ministère turc des Affaires étrangères, Sedat Onal, au palais de Dolmabahçe.

Ces pourparlers sur la Méditerranée orientale avaient été interrompus en 2016 dans un contexte de tensions croissantes.

La multiplication des missions d'exploration gazières turques dans des eaux grecques ces derniers mois a été à l'origine d'une crise diplomatique entre Ankara et Athènes.

Si Athènes a fait part ces derniers jours de son "optimisme et espoir", et Ankara salué l'"atmosphère positive", aucune avancée majeure n'est attendue lors de ces pourparlers.

En effet, les deux pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la liste des sujets à aborder, Athènes souhaitant discuter uniquement de la délimitation du plateau continental de ses îles en mer Egée.

Ankara veut élargir les pourparlers à la définition des zones exclusives économiques et de l'espace aérien des deux pays.

Le chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu, a dénoncé vendredi les "provocations" d'Athènes qui a évoqué le doublement de l'étendue de ses eaux territoriales en mer Egée, un sujet explosif qu'Ankara qualifie de "casus belli".

Son homologue grec, Nikos Dendias, a pour sa part relativisé samedi l'importance de ces contacts, insistant sur le fait qu'il ne s'agissait "pas de négociations officielles, mais de discussions informelles".

"Nous espérons que ces discussions vont mener à une désescalade", a-t-il néanmoins ajouté. En dépit de ces désaccords, l'UE a favorablement accueilli la reprise du dialogue entre les deux pays, y voyant un "signal positif" pour les relations entre Ankara et Bruxelles après des mois de tensions.

En décembre, les dirigeants de l'UE, réunis en sommet à Bruxelles, avaient décidé des sanctions pour les actions "illégalles et agressives" de la Turquie en Méditerranée orientale contre la Grèce et Chypre. Le sommet de l'UE a adopté des sanctions individuelles censées viser des responsables impliqués dans les activités d'exploration menées par la Turquie en Méditerranée orientale.

PAKISTAN

Cinq talibans tués lors d'une opération de sécurité dans le nord-ouest

Cinq talibans ont été tués par l'armée pakistanaise lors d'une opération de sécurité dans l'Etat du Waziristan, dans le nord-ouest du pays. Selon un communiqué de l'armée, cette opération de sécurité a été menée dans les régions de Mir Ali et de Qaisour dans l'Etat du Waziristan, après réception d'informations faisant état de présence d'hommes armés dans la région.

La même source a indiqué que des affrontements ont éclaté entre les forces armées et les talibans, faisant "cinq tués parmi les hommes armés, dont deux dirigeants du mouvement et deux femmes".

APS

PORTUGAL

Le président sortant réélu avec plus de 60% des voix

Le président sortant du Portugal, le conservateur modéré Marcelo Rebelo de Sousa, a été réélu dimanche en obtenant 61,6% des voix dès le premier tour du scrutin, selon des résultats partiels portant sur 98% des circonscriptions.

L'ex-eurodéputée socialiste Ana Gomes arrivait en deuxième position, avec 12,24% des suffrages, devant le candidat d'extrême droite André Ventura, qui comptait à ce stade 11,9% des voix.

Le fondateur parti anti-système "Chega" ("ça suffit") aura manqué de justesse son objectif affiché d'arriver deuxième, mais son résultat confirme tout de même la progression de l'extrême droite dans un pays qui, jusqu'ici, était une exception au plan international.

Le taux d'abstention se

serait élevée à 61,6%, un nouveau record historique pour une élection présidentielle depuis l'avènement de la démocratie, en 1974.

Les analystes redoutaient une abstention encore plus importante en raison de l'explosion des cas de coronavirus que connaît actuellement le Portugal, dont les dix millions d'habitants sont soumis depuis une dizaine de jours à un deuxième confinement général.

Au Portugal, le chef d'Etat n'a aucun pouvoir exécutif mais joue un rôle d'ar-



bitre en cas de crise politique, et il peut dissoudre le Parlement pour convoquer des élections législatives anticipées.

Le scrutin de dimanche avait pourtant une valeur de

test pour André Ventura, qui voulait "écraser la gauche".

Ce juriste de 38 ans avait créé la surprise en entrant au Parlement lors des élections législatives de fin 2019, avec 1,3% des voix.

PATRIMOINE

Des instructions pour remédier au sabotage du site de Tazoult

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a instruit, dimanche, l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC) à l'effet "d'intervenir en urgence pour remédier aux actes de sabotage" constatés au niveau du site archéologique de Tazoult dans la wilaya de Batna, indique un communiqué du ministère.

Suite aux actes de sabotage au niveau du site archéologique de Tazoult dans la wilaya de Batna, sous forme de gribouillis sur ses murs, la ministre a donné des instructions à l'OGEBEC en vue de "poursuivre en justice les auteurs de ces actes et prendre des mesures juridiques coercitives à l'encontre de chaque coupable", précise la même source.

La ministre a appelé les services du ministère à travers les wilayas à "la prudence, et à la sécurisation et à la protection des sites archéologiques", ajoute la même source.

Cet acte de vandalisme confirme, selon elle, "le manque de surveillance indispensable dans ces sites, d'où la nécessité de dépêcher une commission d'inspection pour enquêter sur le sujet".

Mme Bendouda a rappelé que le sabotage des sites archéologiques "est un crime impardonnable et leur altération par des gribouillages et des ratures ou par la destruction (...) est un acte susceptible d'hypothéquer l'avenir des générations futures et d'altérer les caractéristiques de l'histoire exceptionnelle et séculaire de notre pays".

Prenant cette agression au sérieux, le ministère de la Culture et des Arts appelle

l'ensemble des concernés parmi la société civile et les chercheurs, "à se mobiliser pour protéger les sites et les monuments archéologiques et à signaler sans hésitation toute atteinte ou tout acte suspect à leur encontre".

ENTREPRENEURIAT

La coopération entre les secteurs de l'Industrie cinématographique et des micro-entreprises au centre d'une rencontre

Le secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la Culture et des Arts, chargé de l'Industrie cinématographique et de la production culturelle, Youcef Sehairi, et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat, ont présidé dimanche à Alger une rencontre visant à renforcer la coopération entre les deux secteurs dans le domaine de l'industrie cinématographique et de la production culturelle, indique un communiqué du ministère délégué chargé des Micro-entreprises.

Lors de la rencontre, à laquelle ont pris part le directeur général et des cadres centraux de l'Agence nationale d'appui



et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), les deux parties ont convenu de "permettre aux titulaires de la carte d'artiste de bénéficier, dans le cadre de l'ANADE (anciennement ANSEJ), de financements pour leurs projets dans le domaine de l'industrie cinématographique et de la production culturelle", précise la même source. Il a également

été convenu de "financer et d'orienter toutes les activités liées à l'industrie cinématographique", selon le communiqué. A cette occasion, l'accent a été mis sur "la nécessité de redoubler d'efforts pour promouvoir l'entrepreneuriat culturel dans l'industrie cinématographique et la production culturelle et d'accorder davantage d'intérêt à ce domaine".

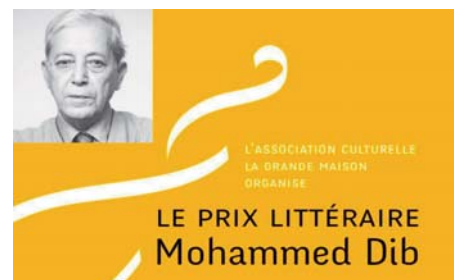
PRIX MOHAMED DIB

L'association "La Grande Maison" annonce l'ouverture des candidatures

L'association "La Grande Maison" de Tlemcen a annoncé l'ouverture des candidatures pour la 8ème édition du Prix littéraire Mohamed Dib (2021-2022), a indiqué un communiqué de l'association.

La 8ème édition sera consacrée au meilleur roman ou au meilleur recueil de nouvelles dans chacune des trois catégories du Prix: Arabe, amazigh et français.

L'œuvre doit contenir 100 pages au minimum et doit être publiée pour la première fois auprès d'une maison d'édition algérienne entre le 1er octobre 2020 et le 05 janvier 2022. Les œuvres et les dossiers de candidature doivent être envoyés avant le 7 jan-



vier 2022 à l'adresse électronique et à l'adresse postale de l'association "La Grande Maison".

Les conditions de participation restantes peuvent être consultées sur son site électronique.

Ont été primés lors de la précédente édition, Abdelmounaïm Bensayah en

langue arabe, Mourad Zimu (langue amazighe) et Mustapha Benfodil (langue française).

Créé en 2001, le Prix littéraire Mohammed-Dib a pour objectif de motiver la créativité littéraire chez les jeunes dans les trois langues: arabe, amazighe et française.

THÉÂTRE

Le Tna dévoile les lauréats du concours de la "Meilleure interprétation théâtrale"

Le Théâtre National Mahieddine-Bachtarzi (Tna) a dévoilé dimanche les lauréats du concours virtuel de la "Meilleure interprétation théâtrale", lancé en juillet 2020 à l'occasion de la célébration du 58e anniversaire du recouvrement de l'indépendance et la fête de la jeunesse.

Tiziri Benyoucef de Tizi Ouzou et Ahmed Brik Chaouch de Boumerdes ont tous deux été distingués du premier prix pour leurs interprétations de l'un des rôles dans les pièces "Ech'chouhada yaoudoun had el ousboue" et "Hafila Tassir", respectivement. Le deuxième prix est revenu à Amar Saber de Tizi Ouzou pour sa reprise de l'un des rôles dans la pièce "Hafila Tassir", alors que la troisième place du podium, a été obtenue par Bariza Saïdi de Batna pour sa reprise de l'un des rôles dans la pièce "Si Keddour El Mech'hah". Une vingtaine de candidats inscrits à ce concours, organisé dans le

cadre du programme virtuel du Tna qui s'est astreint, à l'instar de tous les autres établissements culturels, au strict respect du protocole sanitaire en vigueur contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, ont choisi de rendre le rôle de l'un des personnages distribués dans huit pièces qui ont le plus marqué l'histoire du Théâtre algérien.

Issus d'une dizaine de wilayas, les participants (une dizaine) ont envoyé au jury du Tna des enregistrements vidéo dans lesquels ils ont joué des extraits des pièces "Si Keddour el mech'hah", "El guerab wes'salhine", "El Adjwed", "El Bouaboun", "Rih semsar", "Kalou laârab kalou", "Ech'chouhada yaoudoun had el ousboue" et "Hafila tassir". Les distinctions des lauréats sont dotées des sommes de 100.000 DA pour le premier prix, 60.000 DA pour le deuxième et 30.000 DA pour la troisième place.

JOURNÉES NATIONALES TESSALA DU CINÉMA D'AUTEUR

Candidatures ouvertes du 18 au 22 mars

La Coopérative El Halka pour la culture et les arts de Sidi Belabbès a annoncé sur sa page Facebook l'ouverture des inscriptions pour participer à la première édition des Journées nationales Tessala du cinéma d'auteur, prévues du 18 au 22 mars prochain.

La Coopérative a fixé la date du 15 février prochain comme date butoir pour la réception des inscriptions de participation à cette manifestation cinématographique organisée sous le haut patronage du ministère de la Culture et des Arts et sous la supervision du secteur

culturel de la wilaya de Sidi Bel Abbès. A noter que l'événement est ouvert à tous les producteurs amateurs, organismes et courts-métrages, indique la même source, précisant que le film produit ne devra pas dépasser 30 minutes. La commission de sélection des films participants à ces Journées est composée d'experts en cinéma et ses décisions sont irrévocables, lit-on sur la page de la Coopérative. De surcroît, des récompenses pécuniaires seront remises aux trois premières œuvres qui seront également projetées devant le public en présence des producteurs.

PUBLICATION

"Couleurs et douleurs", nouveau livre de l'écrivain Boubakr Kadri

Un nouveau recueil de nouvelles de Boubakr Kadri vient de paraître chez la maison d'édition et de distribution Adliss de Batna, a-t-on appris dimanche auprès de l'auteur. L'ouvrage paru en langue française en 200 pages contient 23 nouvelles inspirées de faits réels certains vécus par l'auteur lui-même d'autres par ses proches durant la période allant de 1930 à 1962 dans le douar Taberdga dans la commune de Chechar (à 55 km au Sud de la ville de Khenchela), a précisé à l'APS l'auteur.

Selon M. Kadri, ce recueil évoque la souffrance de la femme dans cette partie du Sud des Aurès, l'horrible épidémie de typhus qui avait décimé entre 1945 et 1946 plusieurs milliers d'algériens, le dentiste traditionnel, Lekchich (une sorte de diète ancestrale), des histoires de

femmes, la seconde épouse, la neige en été, l'histoire du dernier lion de la région de Taberdga et les tous premiers jours de l'indépendance.

L'auteur confie avoir utilisé dans sa narration 350 termes en langue chaouïe se rapportant surtout à des noms de personnes, d'animaux et de lieux.

Boubakr Kadri a indiqué avoir terminé les manuscrits de trois nouveaux ouvrages dont l'un consacré à la place de la Providence divine dans les victoires de moudjahidine sous armés devant la puissance de feu de l'armée française.

Retraité du corps de l'éducation, Kadri chercheur dans le patrimoine amazigh et acteur actif de la scène culturelle local depuis 20 ans est également présentateur d'émissions sur radio Khenchela.

DÉVELOPPEMENT DE LA MICROÉLECTRONIQUE

Une rencontre-débat sur le Plan stratégique à Alger

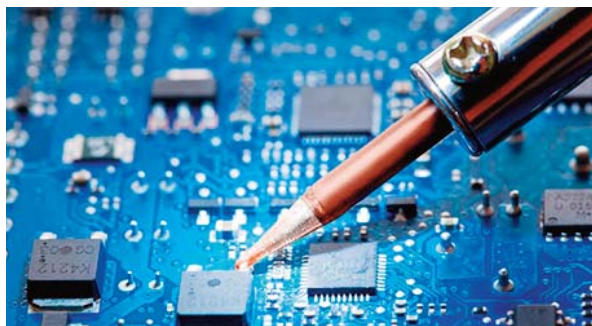
Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, par le biais de la Direction générale de la recherche scientifique et du Développement technologique (DGRSDT), organise mardi à Alger, une rencontre-débat sur la "consolidation" du Plan stratégique national pour le Développement de la microélectronique, indique dimanche un communiqué de la DGRSDT.

Cette rencontre sera centrée essentiellement sur trois volets portant sur "l'enseignement, la formation supérieure ainsi que la recherche et l'innovation" et verra la participation de plusieurs membres du gouvernement ainsi que des représentants de départements ministériels, précise le communiqué.

A cette occasion, le ministre du secteur, Abdelbaki Benziane, prononcera un discours d'ouverture dans lequel il rappellera "le rôle moteur de la microélectronique dans l'innovation technologique et industrielle dans la mesure où il détermine la compétitivité des entreprises dans tous les secteurs d'activités", de même que par son "caractère central et vital dans l'économie mondiale, et particulièrement dans l'économie numérique sous toutes ses formes", ajoute la même source.

Le Plan stratégique a été élaboré dans le sillage du "Livre blanc" sur la recherche et l'innovation en microélectronique, présenté et examiné lors du Workshop organisé à Sidi Bel Abbès les 25 et 26 janvier 2020 et auquel ont pris part des experts exerçant en Algérie et d'autres établis à l'étranger".

Le workshop s'était notamment penché sur la formulation de recommandations articulées autour de quatre principaux champs d'action, à savoir "les programmes d'enseignement et de formation en microélectronique, les axes et thèmes de recherche porteurs sur la conception de puces électroniques, les infrastructures et plateformes de conception et de test, et enfin, le transfert de technologie ainsi



que la création de Spin-offs et de Start-ups en Algérie". "C'est à la lumière de ce contexte national et international que s'inscrit l'initiative de la rencontre de mardi, avec comme ambition de positionner notre pays en tant qu'acteur dans le domaine de la microélectronique qui pourrait constituer une des alternatives stratégiques de développement économique hors hydrocarbures et ce, dans le cadre d'une vision stratégique globale", souligne le communiqué.

Il s'agit donc pour les organisateurs de ce rendez-vous de la mise en place d'une "stratégie assortie d'un plan d'action concret et plus opérationnel, afin de promouvoir l'émergence d'un potentiel d'innovation local dans certains segments, à la pointe des connaissances et à forte valeur ajoutée". Cette stratégie se veut

être, également, "une réponse aux attentes de la société et s'inscrit en droite ligne des récentes orientations politiques et stratégiques des nouvelles autorités politiques du pays". L'organisation de cette rencontre revêt, à cet effet, "une importance particulière pour le développement économique et social, compte tenu du fait que le secteur en question exerce une influence considérable sur l'ensemble des secteurs de l'économie.

Elle est d'autant plus importante que la microélectronique a déjà fait l'objet de positions officielles au niveau international et gouvernemental pour l'adoption de mesures concrètes en faveur de ce secteur, aux frontières des disciplines scientifiques et technologiques traditionnelles", souligne la même source.

APS

CHINE

Le parquet suprême s'engage à intensifier la lutte contre la cybercriminalité

Le Parquet populaire suprême (PPS) de Chine s'est engagé à intensifier la lutte contre la cybercriminalité dans le pays, a indiqué lundi le procureur supérieur du parquet, Zheng Xinjian. Zheng Xinjian, cité par l'agence Chine nouvelle, a déclaré lors d'une conférence de presse que les "crimes commis via Internet avaient connu une croissance rapide en Chine ces dernières années". Le nombre d'affaires de ce type traitées par les services du parquet en 2020 avait augmenté de 54% en glissement annuel. La plupart des cyber-crimes impliquaient des "fraudes ou des jeux d'argent en ligne", a-t-il indiqué, ajoutant que pendant l'épidémie de COVID-19, environ un tiers des affaires de fraude traitées par les parquets avaient été commises via Internet".

Il a également averti que davantage de cyber-crimes étaient désormais "facilités par la fourniture de technologies, d'informations personnelles des citoyens et de services de blanchiment d'argent par des industries sombres ou grises".

De plus, ces crimes sont commis par des moyens plus "diversifiés", en particulier par les personnes jeunes et les personnes à faible revenu qui peuvent causer plus de tort à la société. Pour mieux guider les parquets locaux dans le traitement des affaires pertinentes, le PPS a publié lundi un règlement à cet égard. "Le règlement de 65 articles couvre le travail des procureurs dans de telles affaires, en stipulant des normes pour leurs activités telles que la collecte de preuves et le traitement des données électroniques", a expliqué le procureur, qui met l'accent sur l'utilisation de technologies et de compétences professionnelles dans ce travail. Selon le même responsable, depuis 2019, les parquets chinois ont enregistré "plus de 50.000 poursuites contre 140.000 personnes suspectées de cybercriminalité".

Les parquets ont exhorté les organes de sécurité publique à enquêter sur certaines affaires de grande envergure pour "prévenir la criminalité et maintenir un bon ordre public dans le cyberspace" et déposé "11.000 dossiers contre plus de 27.000 personnes pour des accusations d'abus des réseaux d'information et des violations d'informations privées des citoyens et d'autres infractions similaires qui ont facilité la cybercriminalité", conclut le magistrat.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

WILAYA DE TAMANRASSET

N° Fiscal: 099011019011635

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du décret présidentiel N°15-247 du 16 /09/ 2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations . La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tamanrasset informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre Nationale N°09/2020 relatif à la :

Achèvement d'une salle spécialisée a silefen

Qu'à l'issue du jugement des offres, le Marche est attribué provisoirement à l'entreprise suivante en date du 20/01/2021.

| Projet | Entreprise désignée | N° Fiscal | Montant de l'offre Financière en TTC (corrigé) | Note technique (100 Pts) | Délai de réalisation | Critère de choix |
|--|-----------------------|-----------------|--|--------------------------|----------------------|-----------------------|
| Achèvement d'une salle spécialisée a silefen | ETP : BOUCHRA MOHAMED | 796701220131532 | 50 409 125.90 DA (en TTC) | 69 p | (07) MOIS | Offre La moins disant |

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Tamanrasset dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale et cela conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 /09/ 2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations.

BEACH TENNIS / ALGÉRIE Un tournoi amical les 29-30 janvier à Oran

Un tournoi amical de Beach-Tennis se déroulera les 29-30 janvier courant, sur la plage des Andalouses à Oran, a-t-on appris lundi auprès de la fédération algérienne de tennis (FAT).

"Le coup d'envoi de ce tournoi sera donné à 14h00. Il sera précédé de deux séances d'initiation au Beach-Tennis. La première de 10h00 à 12h00, et elle sera destinée aux enfants, alors que la seconde sera consacrée aux adultes, et elle se déroulera de midi à 14h00" a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué.

Ce tournoi amical, ainsi que les dites séances d'initiation s'inscrivent dans le cadre d'une "journée portes ouvertes sur le Beach-Tennis", ciblant à faire connaître un peu mieux cette discipline.

SPORT (JEUX OLYMPIQUES-2021) L'option du huis clos toujours à l'étude

Les autorités japonaise et le Comité international olympique (CIO) étudieraient sérieusement l'option d'un huis clos qui pourrait être imposé aux Jeux olympiques (23 juillet-8 août 2021) et Jeux paralympiques (24 août-5 septembre), a rapporté lundi le site Kyodo News.

Selon la même source, le huis clos envisagé par le gouvernement japonais permettrait d'éviter une annulation pure et simple de l'événement, ajoutant que les organisateurs plancheraient actuellement sur trois scénarios: ne pas imposer de limite au nombre de spectateurs, plafonner à 50 % la capacité des sites, et organiser les épreuves à huis clos.

"Il est peu probable que la pandémie soit contenue d'ici cet été", avait confié un haut responsable du gouvernement, expliquant qu'il est devenu difficile d'organiser des événements sans limiter le nombre de spectateurs.

Pour sa part, le président de l'Association médicale japonaise, Toshio Nakagawa, a estimé qu'il ne sera "pas possible" d'accueillir des visiteurs de l'étranger si les hôpitaux peinent toujours à contenir l'augmentation du nombre de patients atteints du COVID-19.

"Le nombre de délégations est très important. Il n'est pas possible pour notre système médical d'accepter des visiteurs venus de l'étranger alors qu'il est en permanence soumis à rude épreuve", a-t-il expliqué.

Selon les estimations des organisateurs, organiser les Jeux de Tokyo sans spectateurs constituerait un manque à gagner considérable pour les organisateurs, les recettes de la billetterie devant normalement atteindre 867 millions de dollars.

APS

HAND / MONDIAL-2021 (GR. III) L'Algérie boucle sa participation par une défaite face à la Suisse (24-27)

La sélection algérienne de handball a concédé une nouvelle défaite au Mondial-2021 qui se déroule en Egypte, en s'inclinant dimanche au Caire face à son homologue suisse sur le score de 24 à 27 (mi-temps 13-15), à l'occasion de la 3e et dernière journée du tour principal (Gr. III).



Au début de la rencontre, les "Verts" ont fait jeu égal avec les Helvétiques, jusqu'à la 9e minute de jeu qui a vu la Suisse prendre l'avantage pour la première fois (6-5). Les joueurs du sélectionneur français Alain Portes ont multiplié les fautes, ce qui a permis à la Suisse de creuser l'écart (11-8), au terme de la 20e minute.

Pis, l'attaque algérienne, qui a bien débuté le match, a subitement marqué le coup, se trouvant incapable de marquer le moindre but pendant neuf minutes, face

à une équipe suisse qui montait en puissance au fil des minutes.

Mustapha Hadj Sadok et Ayoub Abdi ont été les joueurs les plus efficaces lors du premier half, en inscrivant trois buts chacun. Après la pause, la suprématie de la Suisse a été largement perceptible, aidée par un manque d'efficacité flagrant de l'équipe nationale devant les buts, avec seulement trois buts marqués en l'espace de 13 minutes. La Suisse, menée par son buteur attitré Andy Schmid, auteur de 9 réali-

sations lors de cette rencontre, a creusé l'écart jusqu'à cinq buts, au terme de la 45e minute. Les coéquipiers d'Ayoub Abdi, meilleur marqueur algérien (6 buts), ont essayé de réduire l'écart lors des dix dernières minutes, parvenant même à revenir à deux buts (26-24) lors de la 59e minute, mais les Suisses ont su préserver tranquillement leur avantage pour finir le match avec trois buts d'écart (27-24). C'est la cinquième défaite de suite du Sept algérien lors de ce tournoi mon-

dial, après celles essuyées face à l'Islande (24-39), au Portugal (19-26), à la France (26-29) et à la Norvège (23-36), contre une seule victoire devant le Maroc (24-23). Dans les deux autres matchs du Gr. III, l'Islande affronte son voisin la Norvège (18h00), alors que la France défilera dans la soirée le Portugal (20h30). A l'issue du tour principal, les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale de la compétition.

TENNIS / CLASSEMENT MONDIAL DE LA WTA L'Algérienne Inès Ibbou perd une place (597e)

La tenniswoman algérienne Inès Ibbou, sans compétition depuis trois semaines en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, a perdu une place dans le nouveau classement mondial (WTA), et se retrouve au 597 rang, suivant la nouvelle hiérarchie, dévoilée lundi.

En double, l'Algérienne de 21 ans a également perdu trois places cette semaine, et se retrouve ainsi au 776e rang, elle qui avait réussi un bond de 59 places la mi-décembre dernier, grâce notamment à ses deux victoires consécutives à Monastir.

La championne d'Afrique junior de 2015 avait remporté son premier tournoi en faisant équipe avec la Tchèque Anna

Siskova, et le second avec la Russe Darya Astakhova. En simple aussi, Ibbou avait réussi de se maintenir pendant trois semaines consécutives à son classement, avant de perdre une place ce lundi, alors que le sommet de la hiérarchie mondiale lui n'a enregistré aucun changement de plusieurs mois.

En effet, c'est toujours l'Australienne Ashleigh Barty qui caracole en tête, devant la Roumaine Simona Halep, alors que la Japonaise Naomi Osaka complète le podium.

Début décembre 2020, Ibbou s'était inscrite dans trois tournois à 15.000 USD, qui devaient se dérouler sur surface rapide

à Monastir (Tunisie), mais ces derniers ont finalement été annulés, après une hausse significative des cas de contamination au coronavirus à partir de la moitié dudit mois. Une situation qui a fini par se répercuter négativement sur son classement mondial chez la WTA.

Ibbou, qui a profité de cet arrêt forcé de la compétition pour se refaire une santé, compte repartir sur de bonnes bases et réussir un bon parcours lors des prochains rendez-vous. Ce qui lui permettra de récolter un maximum de points au passage, et améliorer ainsi classement mondial, y compris chez la Fédération internationale de tennis (ITF).

RAFLE La sélection algérienne en regroupement à Chlef

La sélection algérienne de rafla (garçons et filles) effectuée depuis deux jours son premier stage au centre national de regroupement et de préparation de l'élite sportive à Chlef, en prévision de plusieurs échéances internationales prévues en 2021 et 2022, a-t-on appris lundi de la Fédération algérienne de rafla et billard (FARB).

Composée de six athlètes dont trois filles, la sélection aura à préparer d'importantes compétitions inscrites au programme de 2021, à l'image des Championnats d'Afrique, prévus en juin en Algérie ou Égypte, des Jeux Islamiques en Turquie (septembre) et des Championnats du monde en

Italie (novembre), sans oublier les Jeux méditerranéens à Oran en 2022.

"C'est le premier stage effectué par l'élite nationale après une absence durant une année entière, en raison essentiellement de la situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus et ses répercussions.

On était sur une série de six stages avant l'apparition du Covid-19 qui a freiné notre élan dans la préparation de notre élite", a indiqué à l'APS, le président de la fédération, Mohamed El Amine Maïdi.

Durant ce stage qui prendra fin mardi, les athlètes sont soumis à un travail bi-quotidien, vu le retard accumulé dans la préparation.

Outre l'entraîneur national Rafik Benhamla, le stage de Chlef enregistre la présence de deux arbitres, l'international Yousfi Mohamed et le fédéral Hamiane Menaouer.

Le regroupement de Chlef devrait être suivi, chaque mois, par une longue série de stages de cinq jours, avant d'accélérer la cadence à l'approche des échéances internationales avec la tenue d'un stage bloqué de dix jours, afin d'être prêt aux joutes inscrites au calendrier de la sélection, selon le président de la FARB.

En plus de ces stages, une possibilité de faire participer la sélection à des tournois internationaux serait à l'étude, si la situation sanitaire s'y prête,

afin de peaufiner la préparation et permettre, notamment, à l'équipe nationale de défendre son titre africain acquis à Mostaganem.

Il est à rappeler qu'avant l'entame du stage de Chlef, les athlètes de la sélection ainsi que le staff accompagnateur ont effectué les tests PCR de dépistage du Covid, lesquels ont été tous négatifs.

Voici les athlètes concernés par le stage de Chlef:

Filles: Lamia Aïssioui, Chahrazed Chibani et Besma Boukernaïfa
Garçons: Ali Hakim, Hamidouche Teriaki et Mustapha Lahmar.

LIGUE 1 (10E JOURNÉE) Match piège pour le leader, le dauphin en appel à Tlemcen

Le leader du championnat de Ligue 1 de football, l'ES Sétif, sera face à un match piège en recevant une équipe de l'Olympique de Médéa très en forme, alors que son dauphin le MC Alger sera en appel pour défier le WA Tlemcen, dont la victoire est impérative, à l'occasion de la 10e journée prévue mardi.



Ayant réussi à se racheter après la défaite concédée à domicile face au MCA, en s'imposant au Khroub face au CS Constantine (1-0), l'ESS (1re, 22 pts) devra faire face à l'équipe la plus en forme du moment.

L'OM (3e, 16 pts) reste en effet sur une belle série de cinq victoires de suite.

Choqués suite à l'incendie qui a ravagé samedi le siège du club, dont les pertes ont été estimées à 3 milliards de centimes, les joueurs de Médéa sont motivés tout de même à décrocher un bon résultat à Sétif, eux qui ont reçu la visite de leurs supporters en marge de la séance d'entraînement effectuée dimanche, histoire de les encourager en vue du déplacement dans les hauts-plateaux.

Le MCA (2e, 18 pts), surpris à la maison par une excellente formation de l'AS Ain M'lila (3-3), abordera son déplacement à Tlemcen avec l'intention de récupérer les points perdus et surtout rester au contact du leader.

Le WAT (16e, 7 pts), lui, est appelé à confirmer son pre-

mier succès de la saison, décroché lors de la précédente journée à Sidi Bel-Abbès (3-2) afin de s'éloigner de la zone de relégation.

De son côté, le CR Belouizdad (4e, 15 pts) partira largement favori dans son antre du 20-Août-1955 devant l'USM Bel-Abbès (13e, 8 pts), retombée dans ses travers suite au revers essuyé à domicile face au WAT.

Le Chabab, avec deux matchs en moins, n'a pas le droit à l'erreur dans son jardin s'il veut espérer monter sur le podium, lui qui s'est racheté en s'imposant à Relizane (1-0), quelques jours après la contre-performance concédée sur son terrain face au MC Oran (1-1).

L'ASAM (4e, 15 pts), qui a frôlé l'exploit vendredi à Alger, bénéficiera de la faveur des pronostics en accueillant le RC Relizane (12e, 9 pts), battu lors des deux dernières journées.

L'équipe d'Abdelkader Iaïche doit confirmer ses statistiques réalisées à domicile depuis le début de la saison, avec 10 points engrangés sur

15 possibles au stade Khelifi-Zoubir. Le MC Oran et la JS Kabylie, qui se partagent la quatrième place en compagnie du CRB et de l'ASAM, seront face à des tâches diamétralement opposées.

Le MCO sera en péril à Alger pour affronter une équipe de l'USMA (8e, 14 pts) complètement métamorphosée après quatre succès de rang, alors que la JSK se rendra à l'Est pour croiser le fer avec le NC Magra (19e, 6 pts), très fébrile à domicile avec un triste bilan de 5 points pris sur 15 possibles.

Battue le week-end dernier à Tizi-Ouzou (2-1), la JS Saoura (8e, 14 pts) aura une belle occasion de se racheter à Béchar, en accueillant le CS Constantine (16e, 7 pts), auteur de son plus mauvais départ en championnat depuis très longtemps.

Le CSC, sans entraîneur depuis la démission d'Abdelkader Amrani, devra sortir le grand jeu, notamment sur le plan défensif, pour essayer de revenir avec un résultat probant de son long déplacement dans le sud-ouest du pays.

Pour sa part, l'ASO Chlef (10e, 13 pts), battue dans le temps additionnel dans le derby face au MC Oran (1-0), recevra le Paradou AC (11e, 12 pts), vainqueur à domicile de la JSM Skikda (3-0).

L'ASO, deuxième meilleure équipe à domicile depuis le début du championnat (9 points sur 12 possibles, ndr), devra se méfier du PAC, capable de damer le pion aux coéquipiers du buteur Kadour Beljilali, sous le regard de leur nouveau coach, Nadir Leknaoui.

En bas du classement, deux rencontres à "six points" seront à suivre, où la victoire est plus que nécessaire pour l'une ou l'autre équipe : JSM Skikda (13e, 8 pts) - NA Hussein-Dey (16e, 7 pts) et US Biskra (13e, 8

pts) - CA Bordj Bou Arréridj (20e, 2 pts). Ce dernier, confronté à une crise de résultats sans précédent, reste sans entraîneur depuis le départ de Bilal Dziri. Aziz Abbès, qui devait prendre le relais, a fini par se rétracter.

Le Nasria, dont le premier match de Dziri s'est avéré un échec suite au nul concédé à domicile face au NCM (1-1), devra se remettre en question devant la JSMS, qui ne jure que par la victoire.

Le programme

JSM Skikda - NA Hussein-Dey (14h30)
CR Belouizdad - USM Bel-Abbès (14h30)
US Biskra - CA Bordj Bou Arréridj (14h30)
NC Magra - JS Kabylie (14h30)
AS Ain M'lila - RC Relizane (14h30)
WA Tlemcen - MC Alger (15h00)
ES Sétif - O. Médéa (15h00)
ASO Chlef - Paradou AC (15h00)
JS Saoura - CS Constantine (15h00)
USM Alger - MC Oran (15h00)

Classement :

| | Pts | J |
|--------------------|-----|---|
| 1. ES Sétif | 22 | 9 |
| 2. MC Alger | 18 | 8 |
| 3. O. Médéa | 16 | 8 |
| 4. CR Belouizdad | 15 | 7 |
| -- AS Ain M'lila | 15 | 9 |
| -- MC Oran | 15 | 9 |
| -- JS Kabylie | 15 | 9 |
| 8. JS Saoura | 14 | 8 |
| -- USM Alger | 14 | 9 |
| 10. ASO Chlef | 13 | 9 |
| 11. Paradou AC | 12 | 9 |
| 12. RC Relizane | 9 | 9 |
| 13. US Biskra | 8 | 9 |
| -- USM Bel-Abbès | 8 | 9 |
| -- JSM Skikda | 8 | 9 |
| 16. CS Constantine | 7 | 8 |
| -- WA Tlemcen | 7 | 9 |
| -- NA Hussein-Dey | 7 | 9 |
| 19. NC Magra | 6 | 9 |
| 20. CABB Arreridj | 2 | 9 |

LIGUE 2 Le président du CR Temouchent juge "dérisoire" une subvention de 10 millions DA de la wilaya

Le CR Temouchent, nouveau promu en Ligue 2 de football, a bénéficié d'une aide financière de la part des autorités de la wilaya estimée à 10 millions de dinars que le président du club, Houari Talbi, a qualifié dimanche de "dérisoire".

"Le montant de la subvention allouée par la les autorités de la wilaya nous a vraiment surpris. Un club qui est à une marche de l'élite, comme c'est le cas pour le notre, ne peut pas fonctionner avec seulement 10 millions de dinars", a déploré le président de la formation de l'Ouest du pays dans une déclaration au site officiel de son club.

"Outre les dépenses habituelles qui nous attendent cette saison et la prise en charge des salaires des joueurs, nous aurons cette fois-ci des dépenses supplémentaires relatives aux tests liés au

Covid-19 que nous sommes tenus d'effectuer avant chaque match, sachant que ces tests coûtent très cher", a-t-il souligné.

Le CRT, qui retrouve le deuxième palier huit ans après, vit une crise financière aigue ayant poussé ses joueurs à faire deux grèves jusque-là pour réclamer leur dû.

Cette situation a contraint la direction du club à lancer un appel de détresse en direction des autorités locales pour venir à son aide.

"La visite que le wali a effectuée aux joueurs il y a quelques jours nous a remonté le moral. Néanmoins, nous nous attendions à ce que l'apport des autorités locales soit plus conséquent", a poursuivi Houari Talbi, indiquant au passage que s'il avait accepté de présider le CRT pour un nouveau mandat "c'est parce qu' (il

a) un projet sportif à réaliser avec le club". Dans ce contexte, il a informé avoir programmé un stage pour l'équipe de la réserve, "et ce, pour la première fois dans l'histoire du club", une démarche précédée par laquelle il voudrait montrer "l'intérêt particulier accordé aux catégories jeunes et par ricochet à la formation", a-t-il insisté.

"Nous comptons énormément sur l'apport des autorités locales pour aller au bout de nos ambitions, mais au train où vont les choses, nous risquons de tout lâcher", a-t-il conclu.

Le CRT, qui a dominé de la tête et des épaules son groupe lors du championnat de division nationale amateur la saison passée, évoluera dans la poule Ouest en Ligue 2 dont le coup d'envoi est prévu le 12 février.

TOURNOI DE L'UNAF (U17) L'Algérie accrochée par la Tunisie (1-1) mais se qualifie pour la CAN-2021

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) a validé son billet pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, grâce au match nul décroché dimanche face à la Tunisie 1 à 1 (mi-temps : 0-0), au stade du 5-Juillet d'Alger, dans le cadre de la 3e et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF).

Avec un seul changement apporté par le coach national Mohamed Lacete, par rapport au premier match face à la Libye (3-2), avec l'incorporation de l'ailier Yanis Beghdadi (Stade de Reims/France) à la place de Zaimache Rafik Moataz (Paradou AC), l'équipe nationale a affiché d'emblée ses intentions offensives en pressant l'adversaire dans son camp.

La première occasion de la partie a été algérienne.

Le sociétaire de Lyon (France), Lagha Yanis, en pleine surface de réparation, a raté de peu le cadre (14e).

Les coéquipiers du capitaine Malek Mohamed ont reculé d'un cran par la suite, laissant l'initiative aux "Aiglons", mais sans pour autant constituer un danger sur le portier algérien de l'USM Alger, Hamza Bouallem.

Très solide, la défense algérienne, menée par Anis Ouchauouche, a été impériale face aux assauts des Tunisiens, en manque d'inspiration.

Il a fallu attendre la 44e minute pour assister à la première occasion côté tunisien.

Raki Aoueni a vu son tir passer juste à côté du poteau gauche.

En seconde période, aucune occasion franche n'a été enregistrée de part et d'autre durant le premier quart d'heure.

Alors que la Tunisie voulait surprendre la défense algérienne, c'est plutôt l'Algérie qui a trouvé la faille grâce à Zuliani Edhy Yvan (70e), en profitant d'une mauvaise passe d'un défenseur tunisien à son gardien.

Courant derrière le score, la Tunisie est parvenue à remettre les pendules à l'heure à la 90e minute de jeu par l'entremise de Youssef Snana.

Face au pressing haut de la Tunisie lors des derniers instants de la partie, la défense algérienne a tenu bon jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre égyptien Mohamed Amine Omar.

Pour rappel, le tournoi de l'UNAF s'est déroulé sous forme de mini-championnat avec la participation de trois sélections : Algérie, Tunisie et Libye. Seul le premier s'est qualifié pour la prochaine CAN-2021.

La dernière participation de l'Algérie à la CAN des U17 remonte à 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir attirer la finale, perdue face à la Gambie (3-1).

L'Algérie rejoint ainsi à la CAN-2021 le Maroc (pays hôte), la Nigeria, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Afrique du Sud et la Zambie, en attendant de connaître les quatre derniers qualifiés, à l'issue des qualifications zonales. Avec cette qualification, l'équipe nationale des U17 sauve l'honneur des jeunes sélections algériennes, moins d'un mois après l'élimination des U20, lors du tournoi de l'UNAF disputé à Tunis.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE Leknaoui nouvel entraîneur de l'ASO Chlef

Nadir Leknaoui est devenu le nouvel entraîneur de l'ASO Chlef, en remplacement de Fodil Moussi, a appris l'APS dimanche auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Leknaoui, qui s'est engagé pour un contrat renouvelable jusqu'à la fin de la saison, avait débuté la saison sur le banc du NA Hussein-Dey, avant de jeter l'éponge il y a trois semaines, en raison des mauvais résultats concédés par le club algérois. Fodil Moussi ne va pas quitter la formation chélifienne, puisqu'il a été maintenu par la direction pour occuper le poste d'entraîneur-adjoint, précise la même source.

L'ASO Chlef, reste sur une défaite concédée vendredi dernier en déplacement dans le derby de l'Ouest face au MC Oran (1-0).

Au terme de la 9e journée, le club chélifien pointe à la 10e place au classement avec 13 points, à trois longueurs du podium. Lors de la 10e journée, prévue mardi, les coéquipiers du buteur maison Kaddour Beldjilali (5 réalisations) accueilleront le Paradou AC (15h00).

ITALIE Ghoulam veut rester à Naples et reconquérir son statut de titulaire

Le défenseur international algérien Fawzi Ghoulam, déchu de sa place de titulaire à Naples suite à des blessures à répétition depuis 2017, persiste à vouloir rester au club avec l'objectif de reconquérir son ancien statut, a-t-il dit dans un entretien.

"Je suis à Naples depuis plusieurs années et je me suis beaucoup attaché à cette ville, tout comme ma famille.

Il est vrai que le marché des transferts approche et que je serai attentif aux différentes opportunités qu'il pourrait m'offrir.

Mais en toute franchise, je réfléchirai à deux fois avant de partir, car mon souhait est de briller à nouveau sous le maillot napolitain", a assuré le latéral gauche de 29 ans, dans un entretien accordé à Napoli Magazine.

A son arrivée à Naples, l'Algérien formé à l'AS Saint-Etienne avait réussi à s'imposer comme titulaire à part entière, devenant même une pièce maîtresse dans la composante des "Parthenopei".

Mais des blessures à répétition depuis 2017, particulièrement cette double rupture des ligaments croisés du genou, ont fini par tout remettre en cause.

Même aujourd'hui qu'il s'est entièrement remis de ses pépins physiques, Ghoulam n'entre toujours pas dans les plans de son entraîneur Gennaro Gattuso, ce qui a conduit certains analystes à dire que le mieux pour lui, dans ces conditions, serait de changer de club.

Ghoulam, lui, affirme qu'il préfère faire le choix inverse, en restant à Naples, avec l'objectif de reconquérir son statut de titulaire: "Je pense que j'aurai une occasion de prouver mon aptitude à apporter un plus à Naples et j'espère bien saisir cette opportunité".

APS

INCENDIE DU SIÈGE DE L'OM L'équipe et le staff du club hébergés "momentanément" à l'auberge de Benchicao

L'équipe de football de l'Olympique de Médéa (OM) sera hébergée "momentanément" dans une structure de jeunesse de Benchicao, après l'incendie qui a détruit, samedi, une partie du siège du club, a indiqué, dimanche, à l'APS le directeur local de la jeunesse et des sports.

Les joueurs du club phare du Titteri, l'Olympique de Médéa (OM), ainsi que le staff technique et administratif de l'équipe "éliront domicile au sein de l'auberge de jeunes de Benchicao, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, pour éviter de perturber l'équipe et lui permettre de se concentrer sur la compétition", a ajouté Nabil Saadi.

Des travaux seront menés "bientôt" au niveau du siège du club pour réparer les dégâts et le rendre, à nouveau, fonctionnel, a fait savoir le même responsable, assurant que les autorités locales se sont "engagées à apporter toute l'aide nécessaire".

Une partie du siège de l'Olympique de Médéa a été ravagée par un incendie qui s'est déclaré, pour rappel, samedi matin, au niveau d'une aile de la structure abritant des vestiaires et des locaux techniques.

Un cours circuit électrique



serait à l'origine de cet incendie, selon la protection civile, dont l'intervention rapide

avait évité la propagation des flammes au reste de la structure. Plusieurs joueurs et des

agents d'entretiens, présents sur les lieux, au moment de l'incendie, avaient été as-

COUPE D'ITALIE Milan-Inter, le choc des quarts de finale

Les quarts de finale de la Coupe d'Italie de football, prévus mardi, mercredi et jeudi offrent un choc entre l'AC Milan et l'Inter Milan, alors que Naples (tenant) accueille Spezia, pour essayer de rebondir au sortir d'une semaine noire en championnat. Après les faux pas du week-end, l'AC Milan et l'Inter se retrouvent ainsi mardi dans un duel sans âge rythme cette saison la Serie A avec, pour le moment, un léger avantage aux Rossoneri: vainqueurs du premier derby (2-1) en octobre, les joueurs de Stefano Pioli ont viré en tête à mi-parcours ce week-end, avec deux longueurs d'avance sur ceux d'Antonio Conte. Mais pour les deux rivaux lombards, cette ultime journée de la phase aller est à oublier, avec une déroute (0-3) à San Siro pour Milan, battu pour la deuxième fois en trois semaines en championnat, et un nul (0-0) décevant à Udine pour l'Inter. "Le championnat est capital y compris du point de vue économique, d'avantage que la Coupe. Mais nous voulons la respecter", a sou-

ligné samedi Antonio Conte. Mais Milan ne veut pas s'arrêter là, comptant surfer sur l'enthousiasme revenu et l'ambition retrouvée après cette première partie de saison. Son activité lors du mercato en est un signe. Alors que l'Inter et la plupart des clubs restent sages, les Rossoneri se sont renforcés avec trois arrivées: le Croate Mario Mandzukic en attaque, le Français Soualiho Meïté au milieu et le Britannique Fikayo Tomori en défense. "La plus belle chose est de pouvoir se reprendre tout de suite", a lancé samedi Zlatan Ibrahimovic, en sonnant la remobilisation après la troisième défaite de la saison toutes compétitions confondues. Le Suédois n'a pas envie de manquer le rendez-vous possible en demi-finale (en aller-retour, contrairement aux quarts joués sur un match) contre la Juventus. La "Vieille Dame" est largement favorite mercredi contre la SPAL, dernier représentant de Serie B en quarts. Naples partira aussi favori à domicile contre La Spezia jeudi mais

gare aux promus qui ont déjà sorti Bologne (4e tour) et l'AS Rome (8e) en déplacement. D'autant que le tenant napolitain n'est pas au mieux, battu en Supercoupe d'Italie par la Juventus (0-2), en ayant manqué un penalty puis de nouveau dimanche en championnat par l'Hellas Vérone (1-3) après avoir pourtant rapidement mené 1-0. Un nouveau faux pas serait malvenu pour Gennaro Gattuso même si, pour lui aussi, l'objectif numéro un est bien la Ligue des champions. Le dernier quart de finale opposera mercredi l'Atalanta Bergame à la Lazio Rome, deux équipes qui se retrouveront, toujours à Bergame, seulement quatre jours plus tard en championnat.

Programme des quarts de finale de la Coupe d'Italie (en heures GMT):

Mardi
(19h45) Inter Milan - AC Milan Mercredi
(16h45) Atalanta Bergame - Lazio Rome
(19h45) Juventus Turin - SPAL Jeudi
(20h00) Naples - Spezia.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE (20E JOURNÉE) Liverpool pour stopper l'hémorragie à Tottenham

Liverpool jouera gros jeudi en déplacement face à Tottenham, pour le compte de la 20e journée de la Premier League, après une mauvaise série de cinq matchs sans succès en championnat.

Distancé par le leader Manchester United, Liverpool doit impérativement arrêter l'hémorragie contre les Londoniens de José Mourinho.

Les coéquipiers de l'international sénégalais Sadio Mané sont restés muets offensivement lors des trois dernières journées de championnat, ce qui les a fait rétrogradé au 4e rang, à 6 longueurs de la tête et 4 du podium conduit

par à Manchester United. Mais au Tottenham Hotspurs Stadium, c'est même sa place dans le top 4, qualificative pour la Ligue des Champions, que le tenant du titre viendra défendre, car les Londoniens n'ont qu'un point de retard sur eux.

Au match aller, le 16 décembre, Liverpool avait dû attendre un but à la dernière minute de Roberto Firmino pour prendre le meilleur sur les Spurs (2-1) et trois points d'avance en tête du classement.

Ce match contenait déjà toutes les difficultés offensives de Liverpool face à un bloc

bas et sa fragilité défensive face aux contras, Tottenham étant passé près de l'exploit.

La place de Liverpool dans le top 4 est d'autant moins solide qu'elle est menacée aussi par Everton et West Ham qui ouvrira d'ailleurs le bal mardi avec un déplacement à Crystal Palace. Les Toffees auront, eux, une tâche ardue avec la réception de Leicester, qui pointe à la 3e place et qui a pris 22 points sur 27 possibles en déplacement cette saison.

L'autre club de Liverpool compte cependant deux matches en retard et aura donc forcément d'autres occasions de s'inviter dans la

course à la C1. Doté d'une différence de buts très favorable sur ces deux poursuivants là, Liverpool garderait sa 4e place en cas de nul, mais il sera important de confirmer les petits progrès aperçus en Coupe d'Angleterre dimanche, malgré l'élimination en 16e de finale contre Manchester United (3-2). Les deux clubs de Manchester, aux deux premières places du classement, seront opposés aux deux derniers.

City (2e) se rend chez le 19e, West Bromwich Albion, mardi alors que le leader United reçoit la lanterne rouge, Sheffield United, mercredi.

La Juventus prête à foncer sur Dzeko

La Juventus pourrait représenter un danger de taille pour le PSG. Calciomercato.com rappelle en effet que les Bianconeri chercheraient justement un attaquant de pointe en ce mercato hivernal. Le dossier Gianluca Scamacca serait pour le moment bloqué et la Juve aurait donc l'intention de revenir à la charge pour Edin Dzeko. Pour rappel, Dzeko aurait dû poser ses valises à Turin dès l'été dernier, mais le transfert manqué d'Arkadiusz Milik vers l'AS Roma a tout chamboulé.



NEUER BAT LE RECORD DE CLEAN SHEETS D'OLIVER KAHN

Le gardien du Bayern Munich Manuel Neuer a battu dimanche un nouveau record en Bundesliga, en terminant son 197e match sans encaisser de but. Manuel Neuer est entré un peu plus dans la légende de la Bundesliga ce dimanche. À l'occasion de la large victoire du Bayern Munich face à Schalke 04 (4-0), le gardien de but de l'équipe bavaroise a battu un nouveau record, en terminant son 197e match de Bundesliga sans encaisser de but. Il devance désormais son compatriote Oliver Kahn, qui avait réussi à garder sa cage inviolée 196 fois dans sa carrière avec Karlsruhe puis le Bayern Munich.

Neuer, 34 ans, n'a eu besoin que de 423 matches pour battre ce record, alors que Kahn avait disputé 557 rencontres avant d'établir le sien. Kahn et Neuer sont aujourd'hui proches, puisque l'ancien gardien de 51 ans est un des dirigeants du Bayern, successeur désigné de Karl-Heinz Rummenigge comme président du conseil d'administration du club.

GREENWOOD ÉGALE UN RECORD DE ROONEY

Les Red Devils ont pris le meilleur sur leurs rivaux à Old Trafford ce dimanche en FA Cup, avec notamment un but du jeune attaquant anglais.

Mason Greenwood a mis fin à sa récente série de matches sans buts de manière impressionnante dimanche, en marquant un but contre Liverpool, égalant ainsi un record de Wayne Rooney, contribuant ainsi à la victoire 3-2 contre Liverpool à Old Trafford. Il a été rejoint parmi les buteurs par Marcus Rashford et Bruno Fernandes, le coup franc de la star portugaise en seconde période prouvant le vainqueur.

Le but de Greenwood, qui a égalisé à 1-1 à la suite d'un but de Mohamed Salah, était son premier en 11 apparitions pour Manchester United, sa plus longue série de matches sans but pour le club.

Le but du jeune attaquant lui a également permis d'égaliser Rooney, le légendaire attaquant de Manchester United récemment nommé manager permanent de Derby County. À 19 ans et 115 jours, Greenwood est le plus jeune joueur de Manchester United à avoir marqué contre Liverpool depuis Rooney, qui a inscrit un but devant les Reds à 19 ans et 83 jours en janvier 2005.

Si le but de Greenwood contre les Reds était son premier, Rashford a continué à montrer son talent pour hanter Liverpool. Le but de Rashford a été son quatrième en carrière contre Liverpool, ce qui est plus que ce qu'il a marqué contre tout autre adversaire à Old Trafford.

Fernandes a poursuivi sa propre série de buts, puisque la star portugaise a marqué plus de buts dans toutes les compétitions que tout autre joueur des clubs de Premier League - 28 - depuis ses débuts avec les Red Devils. Manchester United a une fois de plus été l'artisan de la disparition de la FA Cup de Liverpool, comme il l'a souvent été dans cette compétition.



L'ÉCHANGE SALÉ ENTRE ZAPATA ET IBRAHIMOVIC

Alors que le sort du match en l'AC Milan et l'Atalanta ne faisait plus l'ombre d'un doute, Duvan Zapata, a décidé de se payer Zlatan Ibrahimovic alors que ce dernier réclamait un penalty. L'attaquant colombien de Bergame reprochait alors au Suédois de ne pas pouvoir terminer un match dans un penalty. Une provocation à laquelle l'ancien attaquant du PSG ne s'est pas fait prier pour répondre. « De quoi tu me parles ? J'ai marqué plus de buts que t'as joué de matchs dans ta carrière ! ». Les chiffres donnent raison à Zlatan. Avec 498 buts en club, Ibra compte plus de réalisations que Zapata n'a joué de matchs (373 rencontres pour 138 buts).

Le PSG aurait fait une grosse offre à Ramos

Selon la presse espagnole, le PSG a formulé une grosse proposition à Sergio Ramos, qui n'a toujours pas prolongé son contrat en faveur du Real Madrid. Au Real Madrid depuis plus de 15 ans, Sergio Ramos va-t-il quitter le club de la capitale espagnole l'été prochain ? En fin de contrat le 30 juin, le défenseur central n'a toujours pas renouvelé son bail et a même le droit de discuter librement avec des clubs depuis le début du mois.

Alors forcément, les rumeurs liées à l'avenir de Ramos affluent et la toute dernière provient de la presse espagnole. Selon l'émission El Transistor de la radio espagnole Onda Cero, le PSG a proposé au joueur de 34 ans un contrat de trois saisons avec un salaire de 15 M€ chaque année, soit une proposition globale de 45 M€ au total. Une proposition qui ne sera pas égalée par le club madrilène.

Toujours selon la même source, Sergio Ramos connaît "de sérieux problèmes financiers et un contrat comme celui-là n'est pas une petite chose". Début janvier, RMC Sport rapportait que le PSG restait en retrait dans ce dossier tant que la situation de l'international espagnol (178 sélections) n'était pas clarifiée, dans le cadre d'un "pacte de non-agression" entre les présidents des deux clubs, à savoir Nasser Al-Khelaifi et Florentino Pérez.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche soir un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron qui s'est enquis de son état de santé, et lui a exprimé sa volonté de "reprendre le travail de concert sur des dossiers d'intérêt commun", a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche soir un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron qui s'est enquis de son état de santé et félicité de son rétablissement", lit-on dans le communiqué.

Le Président Macron "a fait part de sa volonté, dès le retour du Président Tebboune au pays, de reprendre le travail de



concert sur les dossiers d'intérêt commun, notamment économiques, les questions régionales et le dossier de la Mémoire", a ajouté la même source.

A son tour, le Président de la République "a remercié le Président Macron de ses sentiments sincères, lui affirmant sa disposition à travailler sur ces dossiers une fois de retour en Algérie", a conclu le communiqué.

HISTOIRE DE LA COLONISATION

Le refus de repentance et d'excuses de la France envers l'Algérie est "inquiétant" (Gilles Manceron)

La réaction de la France officielle qui refuse toute forme de repentance et d'excuses envers l'Algérie, suite au rapport de l'historien Benjamin Stora sur la colonisation, a été qualifiée d'"inquiétante" par le chercheur en Histoire, Gilles Manceron, qui appelle ainsi la "France à formuler des excuses". M. Manceron fait référence au tweet de la présidence de la République française, juste après la remise du rapport de Stora, dans lequel, a-t-il précisé, il est mentionné que "des actes symboliques sont prévus, mais ni repentance, ni excuses", qualifiant ainsi ce tweet d'"inquiétant".

Dans un entretien accordé lundi à l'APS, l'historien spécialiste du colonialisme français soutient que ce tweet "laisse présager une reprise très partielle du rapport, accompagnée de propos qui donneraient des gages aux nostalgiques de la colonisation", estimant que "cela est à suivre de près, car l'important, ce n'est pas le rapport, mais les conclusions que le Président (Macron) va en tirer". Il a rappelé que le thème du "refus de la repentance a été utilisé en France, notamment par Nicolas Sarkozy et ceux qui soutenaient sa présidence, comme un moyen de refuser la reconnaissance des crimes de la colonisation et de dire la vérité à leur sujet".

M. Manceron a, en outre, fait observer que "la presque totalité des historiens, en France comme en Algérie, demandent une reconnaissance et un discours de vérité", relevant que ces derniers "écartent le terme de repentance, qui est une arme dans les mains des ennemis de la reconnaissance et de la vérité, un épouvantail qu'ils agitent pour les écarter". "En ce qui concerne l'idée d'excuses au nom des institutions de la France pour ce qu'elles ont commis dans le passé, cela me semble différent. Il faudra, à mon avis, que la France officielle vienne à un moment à formuler des excuses, mais



l'important aujourd'hui est de faire avancer dans l'opinion l'idée qu'il faut une reconnaissance et un travail de vérité". Au sujet de la torture pratiquée durant la colonisation en Algérie, l'historien a rappelé qu'"Emmanuel Macron a fait une déclaration importante en septembre 2018 quand il avait rendu visite à la veuve du chahid Maurice Audin, torturé et assassiné par des militaires français, en lui demandant pardon au nom de la France et en disant que cette pratique de la torture suivie d'exécutions sommaires était alors systématique". Et d'ajouter : "Mais il s'est arrêté là. Il aurait dû présenter les mêmes excuses au nom de la France à Malika Boumendjel, la veuve d'Ali Boumendjel, malheureusement décédée il y a peu sans les avoir reçues, comme le dit aujourd'hui sa nièce, Fadhlia Chitour-Boumendjel", notant ainsi qu'"il reste beaucoup à faire de la part de la France officielle, pour les victimes connues comme pour les milliers d'autres que le site 1000autres.org essaie de sortir du silence et de l'oubli". M. Manceron a également expliqué que "ce qui peut justifier qu'en France, on commence par évoquer le cas de Boumendjel, c'est que c'était un avocat et un brillant juriste, élève d'un professeur de droit très connu, René Capitant, qui avait été ministre du Général de Gaulle et quitté son enseignement pour protester contre l'assassinat d'Ali Boumendjel". Toutefois, l'historien a rappelé que "d'autres personnalités algériennes ont été torturées et assassinées au même moment, lors de la Bataille d'Alger",

citant entre autres le président de l'Association des Oulémas algériens, Larbi Tebbessi, "qui suscitait, dès les années 1930, l'enthousiasme des Algériens par ses déclarations en faveur d'une Algérie libre du joug colonial où tous ses habitants auraient leur place, quelles que soient leur origine et leur religion". Rappelant que "d'es parachutistes français avaient enlevé Larbi Tebbessi à son domicile à Alger, le 4 avril 1957 et qu'il n'y eut plus jamais de nouvelles de lui", M. Manceron a estimé que "la famille de cette personnalité musulmane doit recevoir, elle aussi, les excuses de la France".

Des forces au sein de l'armée française derrière le blocage des archives Enchaînant sur la question relative à la levée du secret-défense sur les archives, M. Manceron a relevé que des forces au sein de l'armée française sont derrière le "blocage", signalant qu'il y a aujourd'hui une bataille menée par de nombreux historiens, archivistes et juristes pour s'ériger contre ceux qui "veulent empêcher la libre communication des archives, prévue par la loi, au prétexte d'un processus complexe de +déclassification-, document par document, par les institutions qui les ont émis, c'est-à-dire le plus souvent l'armée".

"Encore aujourd'hui, il y a dans l'armée française des forces qui s'opposent à la reconnaissance et à la vérité sur cette page de notre passé. C'est de là que vient le blocage", a-t-il relevé. Toutefois, a-t-il ajouté, "il y a d'autres forces dans la société française qui demandent la reconnaissance et la vérité sur cette page de notre histoire", soulignant que ces "forces l'emporteront tôt ou tard. J'espère bientôt".

"La demande de connaissance et de vérité sur la lutte d'indépendance nationale qui se manifeste actuellement dans la société algérienne, va dans le même sens que ce combat d'une partie de la société française", a-t-il conclu.

APS

DIPLOMATIE

M. Boukadoum s'entretient au téléphone avec ses homologues indien, omanais et tunisien

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum s'est entretenu, lundi au téléphone, avec ses homologues indien, omanais et tunisien, avec lesquels il a évoqué une série de questions d'intérêt commun, a indiqué le ministre sur son compte officiel Twitter.

M. Boukadoum a abordé avec le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyan Jaishankar, les questions en rapport avec "les relations" liant l'Algérie et l'Inde, ainsi que "la coopération internationale dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-

19)". L'entretien téléphonique avec son homologue omanais, Badr Ben Hamad Al-Busaidi, "a été une occasion pour rappeler les relations historiques liant les deux pays, de même qu'il a permis un échange de vues sur une série de questions d'intérêt commun".

Le chef de la diplomatie algérienne s'est également enquis de l'état de santé du ministre tunisien des Affaires étrangères, Othman Jerandi, et lui a présenté ses vœux de "prompt rétablissement et un retour rapide pour la poursuite de ses missions nobles".

PROJET DE LOI ÉLECTORALE Le projet permettra l'instauration des institutions espérées par les Algériens depuis l'indépendance (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a affirmé, lundi à Alger, que l'avant projet de loi organique relative aux élections garantira à l'avenir la transparence et la régularité des élections à même d'instaurer "les institutions tant espérées par les Algériens depuis l'indépendance".

Le projet de loi électorale, dévoilé la semaine écoulée, garantira l'organisation d'élections "libres et régulières" devant ouvrir la voie à l'instauration d'institutions élues tant espérées par les Algériens depuis l'indépendance, en sus de permettre au citoyen de choisir, en toute liberté, les responsables chargés de la gestion de ses affaires", a fait savoir M. Charfi dans une déclaration sur les ondes de la chaîne 2 de la Radio nationale.

Rappelant que l'ANIE avait pour mission de rompre avec les anciennes pratiques, le même responsable a assuré que les dispositions contenues dans l'avant-projet "amorcent une nouvelle ère pour la moralisation de l'action politique, en mettant fin au système de +quotas+ et à la +tête de liste+", ayant consacré l'intervention de l'argent sale lors des élections précédentes.

Et d'enchaîner que "ce projet vise à garantir l'égalité entre tous les acteurs parmi

les anciens et les nouveaux partis politiques, en leur offrant les mêmes moyens et chances lors des échéances électorales".

Dans le but de consacrer la transparence, tous les partis politiques et les listes participant aux élections auront, en vertu de la nouvelle loi, le droit de désigner des observateurs au niveau des bureaux de vote. Aussi, la surveillance populaire, adoptée lors du référendum sur l'amendement constitutionnel du 1er novembre dernier, sera généralisée à l'avenir. S'agissant de la condition relative au niveau d'études des futurs candidats aux élections, le président de l'ANIE a affirmé qu'il "est normal que toute nouveauté fasse l'objet d'une polémique", ajoutant que «les postes de responsabilité exigent des qualifications bien précises» dont le niveau d'instruction pour «une gestion judicieuse et une bonne gouvernance».

Par ailleurs, M. Charfi a écarté la possibilité d'organiser les élections législatives et locales le même jour, précisant qu'une telle démarche ne peut faire «jurisprudence», en raison du manque de moyens notamment humains, d'autant que l'encadrement des élections "nécessite, au minimum, 9.000 magistrats, ce qui est actuellement impossible".